

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 18 septembre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°210 ■

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
L'A DÉCLARÉ DEPUIS
TOUGGOURT
« **L'Etat déterminé à
concrétiser un
développement
global** »

P 5

PIB ALGÉRIEN

En hausse à 233 milliards \$

Les indicateurs macroéconomiques et financiers de l'Algérie ont connu une évolution remarquable, et ce, en dépit des multiples crises qu'a connues le monde. L'annonce a été faite par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, hier à Alger, à l'ouverture de la 47^e réunion annuelle des gouverneurs des banques centrales et des institutions monétaires arabes. Il a fait savoir que le produit intérieur brut (PIB), après sa réévaluation à travers le rebasage, a atteint 233 milliards de dollars en 2022 et celui moyen par habitant à 5187 USD de la même année. P 3

CAMPAGNE DE LABOURS-
SEMAILLES ET
COMMERCIALISATION
DES LÉGUMES SECS

**Les instructions
du ministre de
l'Agriculture**



Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a présidé, hier à Alger, une réunion avec les directeurs des coopératives de céréales et de légumineuses sèches (CCLS), indique le ministère dans un communiqué.

P 2

FORUM D'AFFAIRES TUNISO-
ALGÉRIEN LE 3 OCTOBRE À
ALGER

**Une opportunité pour
nouer des partenariats**

Un forum d'affaires tuniso-algérien doit se tenir le 3 octobre prochain à Alger, organisé par le Centre de promotion des exportations (Cepex) en marge de la 22^e session de la Haute commission mixte prévue du 2 au 4 octobre.

P 3

PÉTROLE

**Cinq pays africains
dans le top 30 des
producteurs mondiaux**

L'Afrique place cinq pays dans le top-30 des producteurs de pétrole en août, rapporte Business Insider. Le continent apporte une contribution substantielle au marché mondial.

L'or noir coule à flots en Afrique. Le continent continue de monter en puissance dans le secteur des hydrocarbures et classe plusieurs poids lourds dans le top-30 des producteurs en août, rapporte Business Insider.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، مع جـيـون

ALGER

Mise en échec d’une tentative de migration clandestine

Les services de la sûreté de la wilaya d’Alger représentés par la circonscription de la police judiciaire 1 d’Alger centre ont arrêté 5 suspects repris de justice, qui planifiaient une opération d’émigration clandestine, ainsi que les deux instigateurs de cette tentative, a indiqué dimanche un communiqué de ces services. «Supervisée par le parquet territorialement compétent, l’opération a permis aux éléments de la brigade d’arrêter le principal suspect, qui a acheté un navire de plaisance pour une somme d’argent dépassant 100 millions de centimes, sans permis de conduire de ce type de yacht et sans enregistrer le bateau au niveau de la station maritime des Gardes côtes, en le cachant dans l’une des plages rocheuses, précise le communiqué. Après enquête et à l’aide des moyens techniques, les autres membres du réseau ont été identifiés alors qu’ils préparaient une traversée clandestine. Un bateau de plaisance de 6,10 mètres de long doté d’un moteur de 85 chevaux, une somme d’argent en devise étrangère estimée à 80 euros ainsi qu’une somme d’argent en monnaie nationale estimée à 60000 Da ont été saisis », poursuit la même source. Les suspects, dont un recherché par la justice en vertu d’un mandat d’arrestation, ont été déferés devant le parquet territorialement compétent conformément au dossier de procédures pénales, pour les chefs d’inculpation de « tentative de trafic de migrants dans le cadre d’un groupe criminel organisé et mise en danger de la vie d’autrui, notamment », conclut le communiqué.

CAMPAGNE DE LABOURS-SEMAILLES ET COMMERCIALISATION DES LÉGUMES SECS

Les instructions du ministre de l’Agriculture

Le ministre de l’Agriculture et du développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a présidé, hier à Alger, une réunion avec les directeurs des coopératives de céréales et de légumineuses sèches (CCLS), indique le ministère dans un communiqué.

Par Slimane T

Cette réunion a été consacrée à la mise en place des dernières retouches avant le lancement de la campagne de labours-semailles de la saison agricole 2023-2024 et l’approvisionnement du marché nationale en légumes secs, précise la même source. en effet, cette réunion qui a vu la présence du Secrétaire Général de l’Union Nationale des Paysans Algériens UNPA, du Directeur Général de l’Office Professionnel Algérien des Céréales, des Directeurs des Céréales et les coopératives de légumes secs, a pour objectif de fournir les dernières directives et instructions concernant le processus de labour et de semis. En plus d’évaluer les préparations existantes sur le terrain dans ce domaine, notamment à la lumière du changement climatique, des températures élevées, du manque de précipitations ou de la sécheresse dans certaines régions du pays. Cette rencontre, poursuit le ministère, a également constitué l’occasion de rappeler toutes les mesures incitatives approuvées par les pouvoirs publics en vue d’atteindre les objectifs fixés en matière

de production céréalière, d’augmentation des superficies cultivées, d’amélioration du niveau de rendement à l’hectare, ainsi que d’expansion des superficies irriguées et de développement de ce secteur au niveau des wilayas du Sud. Il est à noter que le ministre de l’Agriculture avait affirmé que la filière des céréales constitue l’un des leviers du secteur agricole en Algérie, qui constitue, à son tour, l’un des piliers du développement économique global du pays dans le cadre du Plan national de développement agricole (PNDA) à l’horizon 2030. S’exprimant la semaine dernière en marge de la présentation de la nouvelle stratégie pour le blé, Henni a fait savoir qu’il s’agissait de réunir un environnement optimal pour parvenir à une agriculture moderne, compétitive et efficace, à même de contribuer à la diversification de l’économie et de renforcer les bases d’une sécurité alimentaire durable pour le pays. Dans le cadre de l’augmentation des superficies allouées aux céréales, l’objectif d’atteindre 1 million d’hectares de superficies irriguées dans le grand Sud a été tracé dans le cadre des investissements par concession à l’horizon 2025, a révélé

le ministre relevant une accélération de la cadence de distribution du foncier. Un portefeuille foncier de 460.000 hectares a été octroyé aux investisseurs, a-t-il ajouté. Concernant l’approvisionnement du marché national en légumes secs, le ministre de l’Agriculture a entendu une présentation sur l’abondance des légumes secs au niveau de l’Office interprofessionnel algérien des céréales (OACI), compte tenu notamment de l’exclusivité de l’importation de ces produits par l’Office. Il dispose également de quantités importantes et suffisantes en matière de légumes secs et de riz. À cet égard, le ministre a donné des instructions strictes à tous les gestionnaires sur la nécessité d’inonder en urgence le marché de tous les wilayas avec diverses légumes secs, et de travailler en coordination avec les directeurs des départements agricoles, des départements commerciaux, et autres services, afin de fournir à tous les commerçants, opérateurs économiques et industriels, grossistes et détaillants, des quantités suffisantes en ces produits et à des prix spécifiques dans tous les points de vente.

LE MINISTRE DE L’AGRICULTURE REÇOIT L’AMBASSADRICE DES ETATS-UNIS EN ALGÉRIE

Plusieurs dossiers examinés

Le ministre de l’Agriculture, M. Abdelhafid Henni a reçu ce dimanche à Alger, l’ambassadrice des Etats-Unis en Algérie Mme Elizabeth Moore Aubin, en présence des cadres de son département, rapporte un communiqué du ministère. Les deux responsables ont évoqué au cours de cet entretien sur la coopération entre

les deux pays dans de nombreux domaines particulièrement dans le domaine de l’agriculture et les échanges des expériences pour la sécurité alimentaire, la coopération technique, la lutte contre les feux de forêt et la recherche agricole. « Les deux parties ont assuré la volonté des deux pays pour le renforcement de la coopération

et la concrétisation de projets d’investissement dans l’agriculture vu les atouts dont disposent l’Algérie et les possibilités offertes aux investisseurs», explique le communiqué. Pour sa part, le ministre Henni a évoqué certains domaines où les sociétés américaines pourraient investir en Algérie à l’instar de la production agricole, les

céréales et les légumes secs notamment dans les wilayas du Sud du pays. « L’ambassadrice américaine a salué la politique de l’Algérie pour la sécurité alimentaire tout en renouvelant l’engagement de son pays pour le renforcement du partenariat économique avec l’Algérie » précise enfin la même source.

FEUX DE FORÊTS

59 départs d’incendies en 24 h

Au moins 59 départs d’incendies ont été enregistrés à travers 11 wilayas du pays durant ces dernières 24h. Selon le capitaine Karim Ben Fahsi, chargé de la communication de la Protection Civile, 41 incendies ont été maîtrisés et 18 sont toujours en cours. « 28 incendies ont été enregistré au niveau de la wilaya de Béjaïa, 10 à Tizi-Ouzou,

10 à Boumerdès, 03 à Skikda, 03 à Jijel, 02 à Blida, 02 à Bouira et un incendie Sétif » a expliqué le même responsable, qui soulignera des difficultés dans l’intervention des sapeurs-pompiers en raison de la dégradation des conditions climatiques, malgré la mobilisation d’importants moyens en plus des moyens aériens : « La tâche est compliquée en raison des vents

violents qui touchent plusieurs régions du pays. Ces vents rendent difficiles les opérations d’intervention et favorisent une propagation rapide des flammes » a-t-il assuré. Par ailleurs, un autre important départ d’incendie a été enregistré ce dimanche vers 09h au niveau de la commune d’Aokas, où plusieurs véhicules ont été incen-

diés sur la RN 09 près de la localité de Bakaro, rapporte la radio locale. D’importants dégâts matériels sont également à déplorer selon d’autres sources locales. Selon la même source, au moins 05 importants incendies sont toujours en cours au niveau des communes de Béjaïa, Souk El Tenine, Tichy et Adekar.

R N.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PIB ALGÉRIEN

En hausse à 233 milliards USD en 2022

Les indicateurs macroéconomiques et financiers de l’Algérie ont connu une évolution remarquable, et ce, en dépit des multiples crises qu’a connues le monde. L’annonce a été faite par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à l’ouverture de la 47e réunion annuelle des gouverneurs des banques centrales et des institutions monétaires arabes.

Par Sirine R

Il a fait savoir que le produit intérieur brut (PIB), après sa réévaluation à travers le rebasage, a atteint 233 milliards de dollars en 2022 et celui moyen par habitant à 5187 USD de la même année. Des chiffres qui confirment que le gouvernement est sur la bonne voie et que l’économie nationale est en passe de s’inscrire dans une nouvelle dynamique. Des réformes profondes ont été menées par l’Exécutif, visant en premier lieu à la diversification de l’économie nationale, en actionnant les différents leviers de croissances.

« L’Algérie poursuit sa stratégie visant la diversification de l’économie et de ses sources de revenus et l’élargissement de ses investissements les plus productifs », a-t-il souligné.

Quant à la balance commerciale de l’Algérie, le Premier ministre a fait savoir qu’un excédent de 26 milliards USD a été enregistré en 2022 et devrait se poursuivre avec la même cadence en 2023 en dépit du recul des prix des hydrocarbures par rapport à 2022. Durant les quatre premiers mois de 2023, l’Algérie affichait un excédent commercial de 3,5 milliards de dollars à fin avril 2023, selon le ministre du Commerce du Commerce et de la Promotion des exportations.

Outre les efforts de la diversification de l’économie nationale, le gouvernement accorde une importance capitale à la préservation et amélioration du pouvoir d’achat des Algériens. Face à une inflation mondiale, l’Algérie a pris des mesures en subventionnant les prix des produits de large consommation. Elle a ainsi adopté une politique économique efficace pour juguler l’inflation, notamment importée. « L’Algérie tend à préserver le pouvoir d’achat du citoyen par la subvention des produits de large consommation dans le cadre d’une politique économique efficace face à l’infla-

tion, notamment en ce qui concerne l’importation », a affirmé M. Benabderrahmane.

Concernant la coopération intra-arabe dans le domaine bancaire et financier, Benabderrahmane a réitéré la pleine disposition de l’Algérie à soutenir tous les efforts visant le renforcement de la coopération arabe, saluant le soutien constant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ces efforts.

Pour une action arabe commune

« L’Algérie a toujours soutenu la stabilité financière et monétaire dans la région arabe, et que son engagement envers ces principes restera constant », souligne-t-il, en insistant sur l’action arabe commune pour renforcer la stabilité financière, booster la croissance économique et améliorer la qualité de vie des citoyens arabes, autant d’objectifs à réaliser avec le concours des banques centrales et les institutions monétaires arabes qui pourraient jouer un rôle central à cet effet.

Dans cette perspective, Benabderrahmane a affirmé que « les pays de notre région doivent saisir l’importance de l’innovation et de la transformation numérique dans le secteur financier », rappelant que « l’Algérie, grâce notamment à sa nouvelle loi monétaire et bancaire, avance dans la numérisation de son économie tout en veillant à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes financiers ».

Il a également salué dans ce contexte le lancement en 2018 par le Fonds monétaire arabe (FMA) de la plateforme « Buna » conformément aux normes, exigences et principes internationaux du marché financier mondial, une action arabe commune visant, a-t-il dit, à améliorer l’infrastructure des paiements dans le monde arabe afin de faciliter et de sécuriser les échanges commerciaux et les investissements, en connectant, via cette plateforme, de nombreuses

banques centrales et commerciales arabes.

La dette des pays arabe dépasse les 360 milliards de dollars

Benabderrahmane a évoqué le financement externe des besoins financiers de certains pays arabes, sur fond de la hausse des taux d’intérêt mondiaux, ayant engendré une hausse de la dette des Gouvernements de plusieurs pays, la dette générale des pays arabes étant estimée à plus de 360 milliards de dollars, suscitant « un problème urgent pour les politiques publiques concernant les moyens de les adapter pour en réduire l’impact sur la situation économique générale et la stabilité financière des pays arabes en la conjoncture actuelle ». Il a estimé, dans ce sens, que l’action arabe commune « permettra de surmonter toutes les difficultés auxquels nous faisons face », qualifiant le Fonds monétaire arabe (FMA) d’institution solide, à même d’apporter à nos pays arabes un important soutien financier et technique, indispensables pour surmonter la phase actuelle ».

Le Premier ministre a affirmé que cette réunion constitue une occasion pour appuyer le rôle important des banques centrales et des institutions monétaires arabes, l’objectif étant de renforcer la coopération et de favoriser l’échange d’expertises entre pays arabes concernant le domaine de travail des banques centrales.

La réunion permettra, en outre, de coordonner, voire d’unir les efforts des pays arabes face aux défis actuels, notamment en ce qui concerne les politiques financières et monétaires, l’inclusion financière et le renforcement du numérique en termes de services financiers, a-t-il soutenu, souhaitant voir les travaux de la réunion aboutir à des débats et des décisions fructueuses.

FORUM D’AFFAIRES TUNISO-ALGÉRIEN LE 3 OCTOBRE À ALGER

Une opportunité pour nouer des partenariats

Un forum d’affaires tuniso-algérien doit se tenir le 3 octobre prochain à Alger, organisé par le Centre de promotion des exportations (Cepex) en marge de la 22e session de la Haute commission mixte prévue du 2 au 4 octobre.

L’annonce a été faite par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, lors de l’audience accordée à l’ambassadeur de la République de Tunisie, Ramdhane El-fayedh. Ce rendez-vous économique se tiendra sous la co-présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et du Chef du Gouvernement tunisien, Ahmed Hachani.

En marge de cette session, un forum économique algéro-tunisien se tiendra le 3 octobre 2023 à Alger à l’initiative du CEPEX (Centre tunisien de Promotion des exportations) en collaboration du ministère tunisien du Commerce et de Développement des exportations.

« Ce forum économique constitue une opportunité pour les sociétés tunisiennes d’élargir leur réseau d’affaires et tisser des relations de partenariat durables, à travers l’organisation de rencontres professionnelles B2B multi-sectorielles », indique le CEPEX.

Pour rappel, les travaux de la précédente session de la Haute Commission mixte tuniso-algérienne ont eu lieu le 9 mars 2017 à Tunis. A noter que le volume des échanges commerciaux entre l’Algérie et la Tunisie a atteint 1620,57 millions de dollars, durant l’année 2022. Il s’est monté à 975,67 millions de dollars au cours du 1er semestre 2023.

La balance commerciale de la Tunisie avec l’Algérie, durant les huit premiers mois de l’année, reste déficitaire de plus de 3 milliards de dinars, malgré une hausse de 38% des exportations tunisiennes vers l’Algérie.

Synthèse R E.

GOUVERNEUR DE LA BANQUE D’ALGÉRIE

« Compléter les efforts visant à intégrer les monnaies arabes »

Le Gouverneur de la Banque d’Algérie, Salah Eddine Taleb, a confirmé que l’Algérie connaît une évolution remarquable des indicateurs macroéconomiques et financiers malgré les différentes crises mondiales récentes. Il a rappelé la volonté de l’Algérie de soutenir les pays arabes frères qui se heurtent à diverses difficultés. Lors de l’ouverture des travaux de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs des banques centrales

et des institutions monétaires arabes, le même responsable indique que l’Algérie, en dépit des différentes crises mondiales récentes, « s’était engagée dans la diversification de son économie, sa modernisation et sa transition vers l’innovation ».

À cet égard, l’orateur ajoute que, dans le domaine bancaire et financier, une nouvelle loi sur la monnaie bancaire a été adoptée cette année. Le texte « vise à développer des techniques financières

modernes et à adopter des cadres bancaires et financiers islamiques ». Tout en renforçant les pouvoirs du Conseil monétaire et bancaire, « l’objectif étant de renforcer les pouvoirs de la Commission bancaire tout en réalisant les objectifs de la politique monétaire et de la stabilité financière ».

Le gouverneur de la Banque d’Algérie, a également affirmé que « nous avons demandé à toutes les banques opérant sur le marché intérieur d’intensifier leurs transac-

tions à travers une plateforme de paiement ».

Il ne fait aucun doute que « l’appui des banques centrales arabes à la plateforme « Buna » est crucial pour contribuer à la réalisation des dimensions stratégiques de la plateforme ».

L’intervenant a déclaré dans le même registre que « nous devons compléter les efforts visant à intégrer les monnaies arabes et à relier les autres banques ».

R E.

PÉTROLE

Cinq pays africain dans le top 30 des producteurs mondiaux

L'Afrique place cinq pays dans le top-30 des producteurs de pétrole en août, rapporte Business Insider. Le continent apporte une contribution substantielle au marché mondial. L'or noir coule à flots en Afrique. Le continent continue de monter en puissance dans le secteur des hydrocarbures et classe plusieurs poids lourds dans le top-30 des producteurs en août, rapporte Business Insider. La Libye occupe la première marche du podium africain, ayant produit 1,19 million de barils par jour. Elle est suivie du Nigéria (1,10 million), de l'Angola (1,10 million), de l'Algérie (939.000) et du Congo (282.000). Le sous-sol africain dispose encore de larges réserves, avec des stocks estimés à 125,3 milliards de barils de pétrole brut, souligne par ailleurs la plateforme S&P Global Platts. Le secteur gazier affiche des chiffres encore plus impressionnants, avec 17,55 billions de mètres cubes de gaz naturel en réserve. Près de 40% des nouvelles découvertes mondiales de gaz ont d'ailleurs eu lieu en Afrique au cours de la dernière décennie. Plusieurs pays de l'Opep, qui va fêter ses 63 ans cette année, ont décidé de réduire leur production de pétrole ces derniers mois, dans un contexte tourmenté. L'Arabie saoudite a notamment resserré les vannes, provoquant d'importantes crispations avec Washington. Le Président américain, Joe Biden, avait assuré que les réductions saoudiennes auraient des "conséquences". Premier exportateur mondial de pétrole brut, l'Arabie saoudite a par ailleurs été admise au sein des BRICS, alors qu'un élargissement du groupe entrera en vigueur en janvier prochain. Le Président russe, Vladimir Poutine s'était entretenu avec le prince saoudien Mohammed ben Salmane début septembre, pour discuter de cette adhésion ainsi que du ralentissement de la production pétrolière.

Agence

PFIZER-PHARM ALGÉRIE

Mme Faiza Tifour nouvelle P-DG

Pfizer Pharm Algérie annonce la nomination de Madame Faiza TIFOUR en qualité de Présidente Directrice Générale. Madame TIFOUR s'engage résolument à poursuivre l'œuvre déjà entreprise par Pfizer Pharm Algérie, dans un environnement qui prône l'esprit d'équipe et la recherche de l'excellence.

Par Slimane T

Mme Tifour est Docteur en pharmacie, diplômée de la faculté d'Alger, elle est notamment détentrice d'un Master en business administration, renforcé par différentes spécialisations en gestion d'entreprise, affaires réglementaires, économie de la santé et autres. Avec plus de 22 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique, Mme TIFOUR a occupé des postes de direction et de leadership au sein de grandes entreprises internationales du secteur, notamment en tant que Présidente Directrice Générale, Directrice exécutive des opérations, Directrice des affaires publiques et Accès aux marchés, Directrice Business Développement entre autres. En tant que Présidente Directrice Générale, Madame TIFOUR est déterminée à poursuivre les efforts entrepris par Pfizer Pharm Algérie. Elle s'engage à maintenir une collaboration étroite avec les autorités et les parties prenantes de l'écosystème de santé local,

ainsi qu'à développer des solutions innovantes et évolutives pour garantir l'accessibilité des avancées thérapeutiques de Pfizer au plus grand nombre de patients possible et dans les meilleurs délais. « Je suis ravie de rejoindre la famille Pfizer Pharm Algérie. Nous opérons sur l'un des marchés les plus importants d'Afrique et avons un rôle essentiel à jouer, un rôle que Pfizer assume en Algérie depuis plusieurs décennies, en sensibilisant les patients algériens et les acteurs de la santé publique aux maladies et à leur fardeau, en soutenant les professionnels de la santé, et surtout, en mettant à disposition des traitements et des vaccins qui améliorent la vie des patients », a déclaré Mme TIFOUR, Présidente Directrice Générale de Pfizer Pharm Algérie. « Je suis honorée de rejoindre l'équipe de Pfizer Algérie et de pouvoir contribuer à notre mission : Des avancées qui changent la vie des patients. J'aborde ce nouveau chapitre avec la même détermination que celle qui m'a animée tout au long de ma carrière, et avec l'ambi-

tion de permettre aux patients Algériens l'accès aux traitements dont ils ont besoin. » Il convient de souligner que Pfizer est l'un des premiers laboratoires à s'installer en Algérie en termes d'investissements, de transfert de technologie et de savoir-faire. Depuis plus de 60 ans, le laboratoire est un acteur majeur de la chaîne de valeur pharmaceutique. Pfizer Pharm Algérie met aujourd'hui à disposition des patients et des professionnels de santé algériens des solutions thérapeutiques fabriquées localement ou importées, ainsi que des vaccins répondant à des normes de qualité élevées en termes d'efficacité et d'innovation thérapeutique. En 2022, l'entreprise a fourni des traitements et des vaccins à plus de 1,4 million de patients algériens. Les solutions thérapeutiques et préventives disponibles en Algérie couvrent de nombreux domaines thérapeutiques, tels que l'oncologie, les vaccins, l'inflammation et l'immunologie, les maladies rares, les anti-infectieux, ainsi que les produits hospitaliers et de médecine interne.

FINANCE ISLAMIQUE/ CPA

Hausse des dépôts de 120%, à 30,7 milliards DA

Le chef du département Finance islamique au Crédit Populaire d'Algérie, Sofiane Mazari, a révélé que le CPA a enregistré une hausse considérable de dépôts dans le cadre de l'activité de la finance islamique, estimait à 30,7 milliards DA jusqu'à la fin du mois d'août, soit un taux de 120% sur une base annuelle. La banque a connu, cette année, "le recouvrement de ressources considérables, d'autant plus qu'elle a enregistré un taux de croissance dans les dépôts, soit à travers les comptes d'épargne ou les comptes chèques, dépassant 100%, ce qui est chose importante, selon le responsable qui relève que la valeur des dépôts enregistrés à fin août de l'année écoulée, a été estimée à 14,01 Mds de DA. Sur une base mensuelle, les dépôts connaissent dans le cadre de la finance islamique au sein du même éta-

blissement bancaire, un taux de croissances oscillant entre 7% et 8%, selon les dernières données de la banque publique qui enregistre actuellement, après environ deux années et demi du lancement de ses prestations de finance islamique, 28 produits dont 7 produits bancaires relatifs à l'épargne et 21 produits de financement destinés aux particuliers, aux professionnels et aux établissements. Le nombre des comptes ouverts a, également, doublé au niveau des 100 guichets dédiés à la finance islamique, passant de quelque 21.500 comptes en août 2022 à 42.300 comptes à fin août de l'année en cours 2023. Selon le même responsable, un programme a été tracé, en vue de créer 10 agences dédiées à la finance islamique, dont 5 seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, dans l'objectif de consolider le rap-

prochement avec les clients, tout en améliorant leur prise en charge, au regard de "la très forte demande enregistrée sur les produits bancaires islamiques". Selon M. Mazari, le produit le plus demandé au niveau de la banque est le crédit "Mourabaha Equipements" qui permet aux clients d'acquérir les meubles ainsi que les équipements électroménagers produits localement. Par ailleurs, le même intervenant a fait savoir que les clients du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) ayant bénéficié de crédits classiques pour l'acquisition d'un logement LPP peuvent, désormais, transférer depuis le 1er septembre ces financements à la formule "Idjara immobilier" (Location menant à la propriété), relevant de la Finance islamique. La relance du mécanisme de financement des logements LPP selon la formule de Finance islamique par le CPA, intervient en exécution de la

convention signée, en 2021, entre la banque et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) en 2021, a indiqué M. Mazari dans une déclaration à l'APS. Les bénéficiaires des logements LPP désirant obtenir un prêt pour l'achat de leurs logements selon la fourmule "Idjara Immobilier", avaient signé un engagement portant conversion du financement classique à des formules conformes aux préceptes de la Charia, en attendant l'entrée en vigueur effectif de la convention. Les clients de la banque signataires de cet engagement peuvent désormais réaliser cette conversion, et les bénéficières qui n'avaient pas signé l'engagement peuvent, eux aussi, conversion en des formules conformes aux préceptes de la Charia sous certaines conditions, selon le même responsables.

Synthèse R E.

DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Baddari met en avant les efforts de l'Algérie

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a passé en revue lors de sa participation, en tant que représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sommet du Groupe des 77 pays en développement (G77) et de la Chine à La Havane, les efforts de l'Algérie dans le développement des domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des Start-up et de l'entrepreneuriat, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Par R.E.

Dans son intervention, M. Baddari a mis en avant "les efforts colossaux" consentis par l'Algérie pour développer les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des Start-up et de l'entrepreneuriat, à travers "la promotion du rôle de l'Université en tant que pépinière des projets innovants et principale source des start-up", ajoute le communiqué. La promotion du rôle de l'Université passe par "la mise en place d'un réseau national de recherche intégré, regroupant les centres de recherche, les laboratoires universitaires, des stations expérimentales et des plateformes technologiques dans divers domaines", a-t-il affirmé, rappelant "la création ces dernières années de pôles technologiques distinctifs regroupant des écoles supérieures, de grandes entreprises et des start-up, outre la création du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle et du Haut Commissariat à la numérisation", pour opérer le changement escompté dans l'environnement économique et asseoir les fondements d'une veille technologique". A ce propos, le ministre a mis en exergue "l'importance accordée par l'Algérie au soutien et au développement des startups et de l'innovation au niveau national, ainsi qu'à la création d'un écosystème africain intégré en la matière, à travers des lois favorisant la connais-

sance et la suppression des obstacles pour les jeunes innovateurs". Pour les efforts de soutien aux pays du continent africain, M. Baddari a rappelé que "l'Algérie avait mobilisé un soutien d'un (01) milliard usd pour appuyer le développement durable dans les pays africains en développement et contribuer à l'amélioration de l'infrastructure dans la région, à l'instar du projet de fibre optique traversant de nombreux pays africains en plus de la route de l'unité africaine". Il a également réitéré, "le soutien de l'Algérie à toutes les initiatives du Groupe des 77+Chine visant à développer les sciences, les technologies et l'innovation pour atteindre les objectifs de développement escomptés, outre sa disposition à échanger les expériences avec les pays en développement pour un meilleur avenir pour leurs peuples". Intervenant lors de ce sommet placé sous le thème "Défis actuels du développement: rôle de la science, de la technologie et de l'innovation", M. Baddari a souligné la nécessité de "renforcer les infrastructures des technologies de l'information et de la communication dans les pays en développement, ainsi que la promotion d'un dialogue constructif entre les experts dans divers domaines scientifiques". Il a également souligné que la participation de l'Algérie à ce sommet, qu'il a qualifié de "saut qualitatif pour atteindre les objectifs de développement durable", vise à mettre en lumière plusieurs sujets,

dont "la nécessité de développer les capacités et les compétences dans le domaine des TIC, et de garantir la diffusion de l'information de manière intégrée selon les normes éthiques, les réglementations et les codes de conduite". Lors de ce sommet qui s'est déroulé en présence de chefs d'Etat et de gouvernement du "Groupe des 77+Chine" et le SG de l'ONU, Antonio Guterres, le ministre a appelé à "concevoir des mécanismes spécialisés pour le développement des TIC et leur transfert vers les pays en voie de développement, outre le renforcement des mécanismes existants pour faciliter l'accès aux technologies modernes". Les participants à ce sommet ont examiné plusieurs questions liées au développement, tels que "le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation", "les défis auxquels sont confrontés les pays en développement pour réaliser des progrès scientifiques et technologiques", ainsi que des questions relatives aux "retombées de la pandémie du Covid-19, à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, aux fluctuations des marchés, à l'inflation, à l'endettement, au changement climatique, aux tensions et aux conflits géopolitiques dans différentes régions du monde". Pour rappel, M. Baddari et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, participent à ce sommet, dont les travaux ont débuté vendredi, en tant que représentants du président de la République.

PR YASSA, COMMISSAIRE AUX ENERGIES RENOUVELABLES

«Les phénomènes naturels extrêmes augmentent en fréquence et en intensité»

Le Professeur Nouredine Yassa, Commissaire aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Energétique auprès du Premier Ministre et vice-président du troisième groupe de travail du panel des Nations unies sur les changements climatiques (GIEC), a partagé son inquiétude concernant la gravité de la situation actuelle en matière de réchauffement climatique. Selon lui, «les phénomènes naturels extrêmes deviennent de plus en plus fréquents avec des intensités de plus en plus grandes». Dans une interview accordée, ce dimanche, à l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, le Professeur Yassa a appelé à une «action concrète» et à une «transition graduelle» qui permettra de sauver la planète, sans pour autant aggraver la situation des pays vulnérables. Il a rappelé, à ce propos, que les principaux responsables de la pollution planétaire, générant plus de 90% des émissions de gaz à effet de serre, ont les ressources humaines et matérielles nécessaires pour faire face aux conséquences du changement climatique. En revanche, «les pays en développement, qui ne contribuent qu'à hauteur de 10% aux émissions (4% pour toute l'Afrique et 0,4% pour l'Algérie), subissent de plein fouet les catastrophes naturelles sans disposer des moyens nécessaires pour atténuer leurs effets dévastateurs». Le Professeur Yassa a mis en garde contre les conséquences potentiellement graves du changement climatique à l'avenir. «Nous nous trouvons actuellement à 1,2 degré de réchauffement, et si nous dépassons le seuil de 1,5 degré, nous pourrions, selon les scénarios les plus pessimistes, voir certaines villes disparaître complètement de la carte», a-t-il prévenu, en rappelant que la Méditerranée, l'une des régions les plus vulnérables, est classée comme un «hot-spot» climatique en raison des menaces qui pèsent sur elle.

R.E.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR L'A DÉCLARÉ DEPUIS DE TOUGGOURT

«L'Etat déterminé à concrétiser un développement global»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a procédé, dimanche, à l'installation officielle de M. Othmane Abdelaziz, dans ses fonctions de nouveau wali de Tougourt, en remplacement de M. Nacer Sebâa. S'exprimant lors de la cérémonie d'installation tenue à l'institut national spécialisé en formation professionnelle "Chahid Merkhouchi Hocine", en présence des autorités locales civiles et militaires, d'élus locaux, de notables, de membres de la famille révolutionnaire et de représentants de la société civile, M. Merad a affirmé que l'Etat était déterminé à concrétiser un développement global dont le citoyen est au cœur de ses intérêts par la prise en charge effective des préoccupations de

la population locale et l'inscription de nouveaux programmes de développement répondant aux attentes des citoyens. Il a souligné que cette approche pourrait être mise en forme à travers un système productif diversifié fondé sur de solides bases tendant à accompagner les territoires aux importantes potentialités et cadence de développement, intégrer les zones enclavées et déshéritées accusant un déficit en termes de développement à la faveur de l'inscription de programmes de rattrapage de développement, à promouvoir le climat d'investissement et à relever les contraintes entravant les opérateurs économiques en vue de relancer l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes. "De grands pas ont été franchis dans les wilayas du Sud du pays ayant influé

positivement et directement sur le quotidien des citoyens, notamment ceux des régions enclavées", a soutenu le ministre qui a estimé que cet état de fait a contribué largement au raffermissement des rapports de confiance entre l'administration et l'administré, et renforcé davantage la crédibilité de l'Etat dans la concrétisation de ses engagements tenus en direction des citoyens. Dans ce cadre, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'adopter une approche proactive dans la gestion des volets stratégiques prioritaires et importants pour l'Etat, la préparation des événements sociaux, le suivi périodique et rigoureux dans la mise en œuvre des divers instructions du président de la République pour atteindre les objectifs escomptés. Mettant à profit cette cérémonie, il a

appelé les cadres et élus locaux d'œuvrer de manière coordonnée et intégrée avec le nouveau wali en fonction d'une approche participative axée sur l'implication des différents acteurs locaux, le développement du sens civil chez le citoyen et la conjugaison des efforts pour booster la cadence du développement local. Pour sa part, le nouveau wali a, dans son intervention, affirmé qu'il œuvrera avec dévouement pour parachever les chantiers dans divers secteurs, être au service du citoyen, s'impliquer dans la propulsion de la dynamique de développement par l'inscription de nouvelles opérations de développement, la valorisation et l'exploitation des atouts de cette wilaya pour la création de la richesse.

R.E.

OUM EL BOUAGHI

Lancement de la réalisation de nouveaux lots du centre de regroupement des équipes sportives à Zorg

Les travaux de réalisation de deux (2) nouveaux lots du projet du Centre de regroupement des équipes sportives, en cours dans la commune de Zorg, viennent d'être lancés, a-t-on appris jeudi du directeur de la jeunesse et des sport de la wilaya d'Oum El Bouaghi, Ahmed Yahiaoui. Les deux lots comprennent la réalisation d'une piscine semi-olympique et d'une salle omnisports pour un budget de plus de 610 millions DA dégagé dans le cadre d'un programme sectoriel décentralisé, a précisé le même responsable à l'APS. S'agissant du centre de regroupement des équipes sportives en cours de réalisation sur une surface d plus de 20 hectares, le même responsable a indiqué qu'il s'agit de l'un des plus grands centres à travers le pays, devant être réceptionné durant l'année 2024, signalant que le taux d'avancement du chantier a atteint 30%. Par ailleurs, le directeur du secteur a rappelé la réception, "avant la fin de l'année en cours", de plusieurs infrastructures sportives à travers plusieurs communes de la wilaya, à l'instar de 6 stades de proximité dans les communes de Oum El Bouaghi, Hanchir Toumaghni, Souk Naâmane, El Amiria, Bougherara Saoudi et de Dhalaâ.

BLIDA

Poursuites judiciaires contre une entreprise ayant déversé des déchets spéciaux dans la nature

Des poursuites judiciaires ont été engagées par la direction de l'environnement et des énergies renouvelables de Blida, contre une entreprise ayant porté atteinte à l'environnement et la santé publique, en déversant des sacs de déchets "spéciaux" et "spéciaux dangereux" dans la nature, à Chiffa et Ain Romana (Ouest de la wilaya), a-t-on appris, jeudi, auprès de cette direction.

"Il s'agit de poursuites judiciaires contre une entreprise étrangère qui a délibérément, déversé, fin juillet dernier, de grands sacs contenant des matériaux spéciaux et spéciaux dangereux à proximité de terres agricoles et de voies publiques dans divers endroits des communes de Chiffa et Ain Romana, fréquentées par les citoyens. Ces déchets constituent un risque sur la santé publique, d'autant qu'ils sont volatils", a souligné le directeur de l'environnement, Ouahid Tchachi. Selon ce dernier, cette affaire fait suite à des informations portant sur la découverte, le 31 juillet dernier, d'un total de 30 sacs de grande taille contenant chacun un quintal d'une poudre légère de couleur noire, au niveau de quatre sites dans les communes de Chiffa et Ain Romana. Les analyses d'un échantillon de cette poudre, effectuées par l'Institut national de criminologie de Zeralda, a révélé qu'elle est composée de plusieurs

minéraux, dont le fer, le calcium, le potassium, l'arsenic et le plomb, des substances toxiques constituant un réel danger pour la santé du citoyen, a-t-il précisé. Suite à quoi la commission de wilaya en charge du contrôle des établissements classés a été sollicitée pour enquêter sur cette affaire. Elle a effectué plusieurs visites surprise dans nombre d'usines locales suspectées d'être à l'origine de ces rejets, ce qui a permis la découverte d'importantes quantités de déchets similaires dans le périmètre de l'entreprise incriminée. Des mises en demeure ont été, aussitôt, adressées aux responsables de la dite entreprise afin de retirer ces sacs et de nettoyer les lieux. "Ce qui a été fait hier mercredi", a assuré le même responsable. Parallèlement, une poursuite judiciaire a été engagée contre cette entreprise, pour infraction aux règles de préservation de l'environnement et de la santé publique, avec constitution de la direction de l'environnement en partie civile.

Abordant les opérations de contrôle menées par les services de sa direction, M. Tchachi a indiqué que, depuis le début de cette année, 135 inspections ont été effectuées au niveau d'unités industrielles afin d'évaluer la conformité de leurs activités aux normes en vigueur dans le domaine. De nombreuses réserves ont été émises concernant la mauvaise gestion des déchets spéciaux et spéciaux dangereux, la sécurité des travailleurs et la gestion des risques, notamment les incendies, a-t-il souligné. Il a appelé, à l'occasion, les investisseurs et chefs d'entreprises industrielles au "respect de la législation environnementale en vigueur, dont le décret 22/167 modifiant et complétant le décret exécutif 06/198, fixant la réglementation appliquée aux établissements classés pour la protection de l'environnement", soulignant la disponibilité de ses services à accompagner les entreprises dans la concrétisation de cette démarche.

AÏN TEMOUCHENT

Une commission d'enquête dépêchée dans la commune de Beni Saf

Le wali d'Aïn Temouchent, M'hamed Moumen a décidé, jeudi, d'envoyer une commission à la commune de Beni Saf pour enquêter sur la gestion des affaires dans cette collectivité locale et faire la lumière sur les raisons du retard dans la réalisation des opérations de développement inscrits à son indicatif. M. Moumen, qui a présidé une réunion du conseil exécutif de la wilaya, a chargé l'inspection de la wilaya d'effectuer, en coordination avec le service animation locale relevant de la direction de l'administration locale, une

enquête minutieuse sur les gestions de l'Assemblée populaire communale (APC) de Beni Saf. Cette décision intervient en raison "de retard enregistré dans le lancement de projets de développement inscrits à l'indicatif de la commune de Beni Saf dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales (ex plan communal de développement PCD) en cours. Cette collectivité locale a bénéficié de 11 opérations spéciales pour la réfection et la réhabilitation des écoles primaires dont les travaux n'ont

pas encore été démarrés, a déclaré le wali. Le même responsable a souligné qu'il a été prévu de réceptionner les opérations de réhabilitation des écoles primaires, comme ça été le cas dans le restant des communes de la wilaya, déclarant que "le but est de prendre en charge l'ensemble des besoins des établissements éducatifs pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions, alors que ces projets n'ont pas encore été lancés dans la commune de Beni Saf". Le nombre d'opérations de développement dont a bénéficié la commune de Beni Saf

dans le sillage du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales au titre de l'année en cours, a atteint 17 projets dont un seul projet dont les travaux ont démarré. Les autres opérations restantes n'ont pas encore été lancées dont 11 projets liés à l'aménagement et à la réhabilitation des écoles primaires, a expliqué le chef de daïra de Beni Saf, Messaoud Atoui. Le montant des subventions financières allouées par les autorités de la wilaya pour l'aménagement et la réhabilitation des écoles primaires à travers l'ensemble des communes de la wilaya s'élève à près de 400 millions DA et est destiné à prendre en charge de nombreuses opérations, à savoir les travaux d'étanchéité, l'aménagement des sanitaires, les cours des écoles primaires afin d'accueillir les élèves dans de meilleures conditions, a encore souligné le chef de l'exécutif de la wilaya.

TIZI-OUZOU

Plus d'une vingtaine d'incendies enregistrés maîtrisés

Les quelques 23 incendies enregistrés à travers la wilaya de Tizi-Ouzou durant la nuit de vendredi à samedi ont été maîtrisés, rapporte un communiqué de la Protection civile. Huit (08) parmi les incendies, jugés des plus importants, ont été localisés au niveau des massifs Nord de la wilaya, dans les communes d'Azeffoun, Ait Chafaâ, Aghribs et Tigzirt. Les éléments de la Protection civile appuyés par différents

services de la wilaya et ceux des communes touchées, ainsi que la colonne mobile de l'unité nationale de la Protection civile d'El Hamiz, sont parvenus à maîtriser tous les feux déclarés. Toutefois, est-il indiqué de même source, qu'"un dispositif de surveillance est mis en place au niveau des sites incendiés, notamment, dans les communes d'Ait Chafaâ et d'Azeffoun, pour prévenir tout risque de reprise des flammes".

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le grand tournant

Suite et fin

Les intelligences artificielles sont partout. À l'école, dans les serveurs de la police ou des gouvernements, mais aussi sur les réseaux sociaux, dans les médias, au service de la relation client ou dans les RH. S'ils apportent d'incontestables gains de productivité, leur usage immodéré pose question.

FERDINAND KERSSENBROCK

Associated Press a signé un accord avec OpenAI pour permettre l'accès à ses archives afin d'entraîner les algorithmes de ChatGPT. Reuters a autorisé l'usage de l'IA générative pour la rédaction des dépêches, tandis que la société Futuri a développé RadioGPT, un générateur de programmes radio. Dans l'Hexagone, Fun Radio a diffusé en février une émission conçue par ChatGPT et le groupe NRJ est en phase de test pour lancer une webradio à partir d'une IA. Si la rédaction d'articles est un domaine sous haute surveillance, d'autres applications sont possibles. Ainsi, la radio espagnole Cadena SER utilise une intelligence artificielle pour détecter les émotions. Objectif: améliorer l'expérience utilisateur et adapter la publicité. Face à cette accélération de création de contenus par les IA, la nécessité de cadrage s'impose. Le groupe Les Echos-Le Parisien s'est engagé dans une charte à ne «pas publier de contenu éditorial généré [par une IA] sans supervision éditoriale et humaine». Reporters sans frontières a annoncé fin juillet l'élaboration d'un texte encadrant l'utilisation de l'IA dans les médias. «Comment assurer l'indépendance éditoriale si des modèles de langage propriétaires sont utilisés par les rédactions pour suggérer, relire, voire rédiger des articles?», s'inquiète l'association.

Au cœur des réseaux sociaux

Si les réseaux sociaux intègrent depuis leur création une couche d'intelligence artificielle à travers leurs algorithmes, l'IA générative est aujourd'hui utilisée pour la création massive de contenus.

Les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle, c'est une histoire déjà ancienne. Les plateformes numériques n'ont pas attendu le boom de ChatGPT pour faire un usage quasi généralisé des outils de machine ou de deep learning. Facebook, notamment, a intégré très tôt ces technologies à presque tous les niveaux. En 2013, Mark Zuckerberg recrutait le Français Yann Le Cun, chercheur en intelligence artificielle considéré comme le père de l'apprentissage profond, pour créer son laboratoire en IA. Ce sont ces technologies qui sont à l'œuvre quand le réseau social affiche des contenus en fonction de vos centres d'intérêt, qu'il vous suggère des amis à ajouter en fonction de votre parcours ou de vos interactions, qu'il les identifie dans vos photos à partir de la reconnaissance faciale ou qu'il analyse automatiquement les images que vous postez pour les interdire automatiquement si elles ne respectent pas les règles du réseau. «L'intelligence artificielle représente une composante essentielle pour la protection des utilisateurs et le filtrage d'information sur Facebook», indiquait

dès 2019 Yann Le Cun au Journal du Net. Bien entendu, ces technologies sont aussi utilisées pour le ciblage et les recommandations publicitaires. De tels algorithmes de recommandation de contenus se sont tellement généralisés qu'ils font désormais partie de notre quotidien numérique. YouTube, Spotify ou encore Netix proposent vidéos, musiques et films en fonction de l'historique de navigation de chacun des utilisateurs, et récoltent des données qui vont en retour alimenter leur modèle d'intelligence artificielle. Plus récemment, Facebook a eu recours à l'IA pour rejeter automatiquement les contenus identifiés (par un humain) comme des fake news. **AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ.** Au-delà de cet usage «historique» de l'intelligence artificielle, les réseaux sociaux ont eux aussi été impactés par l'arrivée des intelligences artificielles génératives. TikTok propose depuis le printemps une fonctionnalité de création automatisée d'un avatar. De son côté, My AI, réservé aux abonnés de Snapchat+, est capable de converser sur de nombreux sujets, d'analyser des images ou produire des livres. Bien sûr, l'IA générative est aussi mise au service de la publicité sur ces plateformes. Déjà présente dans les outils d'optimisation publicitaire de Google, l'IA permet désormais aux marques de «dialoguer» avec Google Ads pour paramétrer sa campagne. De son côté, Meta a présenté en début d'année son AI Sandbox pour les annonceurs, une sélection d'IA génératives pour les aider à produire des publicités. Une solution proposée aussi par des outils tiers comme Hootsuite. «Nous utilisons l'IA pour personnaliser les contenus à très grande échelle», explique Christine Dupuis, senior director of product & conversational AI chez Hootsuite. Un outil qui peut s'avérer utile quand on sait que face à la déferlante de contenus publiés en continu sur les réseaux sociaux, 75 % des responsables marketing en charge des comptes de marques disent ne pas savoir quoi publier.

Des RH assistées par IA

Analyse automatique de CV, élaboration de tests de recrutement, génération d'annonces d'emploi... Depuis des années, les IA aident les services de ressources humaines des entreprises pour les tâches fastidieuses, permettant aux DRH de se concentrer sur la dimension humaine.

L'intelligence artificielle est-elle le nouveau DRH des entreprises? Depuis plusieurs années, les technologies à base de deep ou de machine learning sont largement utilisées dans les cabinets de recrutement ou dans les services RH des grandes entreprises. La première tâche confiée aux algorithmes d'intelligence artificielle a été l'analyse automatique des CV. Une masse de travail répétitive, fastidieuse, qui peut ainsi générer une défaillance humaine. Alors que 10% à 15% des entreprises auraient recours à des outils à base d'intelli-

gence artificielle lors de la phase de recrutement, l'intérêt de l'algorithme repose sur un «processus normé et scoré», estimait Florian Gonfreville, associé du cabinet Julhiet Sterwen, lors d'une table ronde organisée par Parloons RH au printemps 2022. **FONCTION PRÉDICTIONNELLE.** «L'intelligence artificielle a également une fonction prédictive; elle permet de voir si certains traits de caractère sont propices à la réussite sur un poste donné. Cela répond donc aussi à un enjeu d'épanouissement du candidat sur son poste», avance Teddy Bisson, responsable du département recrutement à la Caisse d'Épargne Île-de-France. Depuis janvier 2022, l'établissement bancaire utilise la technologie Assessfirst, qui se veut une solution de prédiction du facteur humain en générant des tests de recrutement par une IA. Même démarche «prédictive» chez Mazars. Afin de tester les soft skills (empathie, capacité d'analyse...) des 17000 candidats juniors, le cabinet d'audit met en ligne des tests cognitifs élaborés par une intelligence artificielle (Goshaba). «Jusqu'à présent, nous sélectionnons sur le diplôme et le parcours, mais c'est insuffisant et pas toujours satisfaisant», explique Charlotte Gouiard, directrice des ressources humaines du cabinet, qui entend ainsi faire émerger des «talents cachés». En phase de tension sur l'emploi, l'intelligence artificielle sert également à stimuler de potentiels candidats. Depuis 2022, la Caisse d'Épargne Île-de-France utilise Bonanza, une solution à base d'IA qui diffuse des campagnes sur les réseaux sociaux, identifie des candidats potentiels et leur adresse des questions de préqualification. Si l'automatisation des tâches RH gagne du terrain, c'est pour se concentrer sur la dimension «humaine» des ressources, placent les recruteurs. Force est de constater que les initiatives les plus avancées ont d'ailleurs lieu dans des entreprises dotées de structures RH relativement modestes.

L'IA, OPPORTUNITÉ OU MENACE POUR L'EMPLOI?

Selon une étude publiée par Goldman Sachs, les deux tiers des emplois en Europe et aux États-Unis sont exposés à un risque lié à l'avènement des intelligences artificielles. «Le marché du travail pourrait subir d'importantes perturbations», alertent les auteurs. L'adoption généralisée de l'IA pourrait automatiser un quart des tâches fastidieuses. De son côté, l'Organisation internationale du travail vient de rendre public un rapport qui estime que la plupart des emplois ne sont que partiellement exposés à l'automatisation liée à l'IA. Il devrait y avoir peu de destructions d'emplois, note le rapport, mais plutôt des *©* iStock changements en ce qui concerne la qualité des emplois.

Source : Stratégies

FMI :

Un prêt de 1,3 milliard de dollars au Maroc

Dans une interview exclusive à Reuters, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a révélé que le FMI avait conclu un accord de principe avec le Maroc pour octroyer un prêt de 1,3 milliard de dollars

Bien que le prêt ne soit pas directement lié à la catastrophe du tremblement de terre, elle a déclaré qu'il viserait à renforcer la résilience aux chocs climatiques, y compris la sécheresse, et à renforcer la capacité financière globale du pays. Georgieva a souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, et elle vise à accroître la capacité du Royaume à faire face aux catastrophes liées au climat. Cela permettra au Maroc de mettre en place des stratégies visant à réduire les risques associés aux changements climatiques, tout en renforçant la résilience de son infrastructure, de son économie et de ses communautés locales, a-t-elle précisé.

La responsable du FMI a déclaré que le prêt nécessitait l'approbation du Conseil d'administration du FMI, mais que l'examen par le conseil aurait probablement lieu dans environ deux semaines, anticipant ainsi une décision avant le début des assemblées annuelles.

Quant à la tenue de ces assemblées, elle a affirmé que le FMI et la Banque Mondiale décideront lundi prochain si elles se dérouleront comme prévu, soit du 9 au 14 octobre 2023 à Marrakech, malgré le récent séisme au Maroc. Cette décision suivra une évaluation détaillée de la capacité du pays à accueillir ces réunions..

LA TUNISIE REMBOURSE L'ESSENTIEL DE SES DETTES

Mais à quel prix ?

Un pays qui rembourse sa dette dans les délais convenus est d'autant plus habilité à solliciter des prêts auprès des bailleurs de fonds étrangers. Même si pour ce faire, il doit contracter de nouvelles dettes pour en rembourser les anciennes, cercle vicieux où s'enferme depuis plusieurs années la Tunisie, au risque d'aggraver son endettement et sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en criant «souveraineté, souveraineté» !

«**L**a Tunisie a réussi à rembourser près de 74% de son service cumulé de la dette extérieure, défiant les prédictions de plusieurs parties selon lesquelles le pays ne serait pas en mesure de respecter ses engagements en la matière», écrit à ce propos l'agence officielle Tap en citant des statistiques publiées par la Banque centrale de Tunisie (BCT).

Au 10 septembre, la valeur de la dette remboursée a atteint 6 653,1 millions de dinars (MDT), contre 8 945 MDT prévus pour cette année dans la loi de finances 2023, ajoute Tap.

Selon les statistiques de la BCT, le coût du service de la dette extérieure a été couvert par les recettes touristiques et les envois de fonds des Tunisiens à

l'étranger, pour un montant total de 10,7 milliards de dinars, soit un taux de couverture de 161%.

Cette situation a eu un impact général sur les indicateurs du secteur extérieur, avec des réserves nettes de change en nette amélioration, à 26,4 milliards de dinars (équivalent à 116 jours d'importations) au 15 septembre 2023, contre 23,7 milliards (équivalent à 111 jours d'importations) à la même date l'année précédente.

Le financement extérieur net de la Tunisie a connu une baisse significative, passant de 3.411,9 MDT à fin juin 2022 à 932,8 MDT à fin mars 2023, selon les dernières données publiées par le ministère des Finances.

Cette diminution est principalement attribuée à la baisse générale des prêts étrangers, reflétant la dépendance du

gouvernement à l'égard des ressources propres. Les recettes fiscales ont augmenté de 8,3%, tandis que les dépenses du budget de l'Etat n'ont augmenté que de 7%, entraînant un excédent de 58,8 MDT à fin juin 2023, ajoute Tap, citant les autorités financières.

Celles-ci se gardent cependant de relever un fait important plaidant moins en faveur de la poursuite de l'endettement extérieur : l'Etat dépense de l'argent durablement mobilisé en frais de fonctionnement (salaires, etc.) et non en investissement ou en équipement. Ce qui est loin d'être un indicateur de bonne santé économique, le pays continuant à hypothéquer l'avenir des générations à venir sur l'autel de la satisfaction des besoins de consommation de la génération actuelle qui dépense plus qu'il ne gagne.

INONDATIONS EN LIBYE

Au moins 11 300 morts à Derna, selon l'ONU

Au moins 11.300 personnes sont mortes et 10.100 restent portées disparues dans la seule ville de Derna, dans l'est de la Libye, ravagée il y a près d'une semaine par des inondations sans précédent, selon un bilan publié par un organisme de l'ONU, citant le Croissant rouge libyen.

Le chaos en Libye a relégué au second plan l'entretien d'infrastructures vitales comme les barrages de Derna (est) dont l'effondrement a causé des inon-

dations particulièrement meurtrières dans ce pays où deux entités se disputent le pouvoir, estiment des analystes et des politiciens.

Rongée par les divisions depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est gouvernée par deux administrations rivales: l'une à Tripoli (ouest), reconnue par l'ONU et dirigée par le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah, l'autre dans l'Est, affilié au camp du puissant maréchal Khalifa Haftar.

Les querelles politiques ont dégénéré à plusieurs reprises en combats meurtriers, mais un cessez-le-feu est largement respecté depuis 2020.

Dimanche, la tempête Daniel a frappé plusieurs zones de l'Est, en particulier Derna, ville côtière de 100.000 habitants, où deux barrages construits dans les années 1970 ont cédé sous la pression de pluies torrentielles, entraînant des inondations qui ont fait des milliers de morts et emporté des quartiers entiers

vers la Méditerranée.

Bien que le drame se soit produit dans une zone sous le contrôle du camp de l'Est, M. Dbeibah qui siège à l'ouest, a estimé jeudi que l'absence de plans de développement adéquats et «l'usure causée par le temps» y avait contribué. «C'est l'une des conséquences des querelles, des guerres et de la dilapidation des fonds», a-t-il déclaré lors d'une réunion avec des ministres et des experts, retransmise en direct à la télévision.

EGYPTE

L'accélérateur de start-up universitaire AUC Venture Lab est un pionnier de l'incubation entrepreneuriale

En tant qu'accélérateur de start-up, il soutient et promeut l'entrepreneuriat et l'innovation en offrant aux entrepreneurs des opportunités d'apprentissage, de mentorat, de réseautage et d'accès à des investisseurs potentiels.

AUC Venture Lab (V-Lab) se présente comme le 1er accélérateur universitaire d'Egypte. Fondé en 2013 par Ayman Ismail, professeur associé à l'American University in Cairo (AUC) School of Business, il a pour objectif d'assister les créateurs d'entreprises dans le démarrage, la croissance et la transformation de leurs jeunes entreprises. Il vise aussi à mettre à disposition de la communauté de l'AUC une plateforme d'apprentissage et de recherche, favorisant ainsi son implication auprès des entrepreneurs. Pour atteindre ses objectifs, V-Lab développe plusieurs programmes, notamment Startup Accelerator, Fintech Accelerator, AUC Angels et Startup Launchpad. Startup Accelerator est un programme de 4 mois qui a pour mission d'aider les entrepre-



neurs à concevoir et à développer la prochaine génération de start-up technologiques et innovantes. Programme phare de l'accélérateur, il soutient les entrepreneurs depuis 2013.

Fintech Accelerator est un programme personnalisé de quatre mois, destiné aux jeunes entreprises de technologie financière et qui offre aux fondateurs un soutien commercial et technologique intensif, un mentorat et des opportunités de réseautage pour les aider à affiner leurs solutions et à se préparer à

l'investissement. Les secteurs visés sont les paiements, l'insurtech, la gestion de patrimoine, les prêts et épargnes, les infrastructures, etc.

Startup Launchpad est un programme immersif de neuf semaines, destiné aux entrepreneurs et futurs fondateurs au stade de l'idée. Quant à AUC Angels est le premier réseau universitaire d'investisseurs providentiels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Créé dans le but de combler le manque de financement des jeunes entreprises technologiques, le réseau met en relation de jeunes entreprises approuvées avec des professionnels accomplis issus de divers secteurs et d'horizons diversifiés.

A ce jour, V-Lab a déjà aidé plus de 1 000 fondateurs à transformer leurs solutions commerciales en start-up technologiques viables et prêtes à l'investissement. Il a permis la création de plus de 12 000 emplois, informe We Are Tech Africa. Il a soutenu plus de 341 start-up dans divers secteurs de la technologie et levé plus de 161 millions USD.

SÉNÉGAL

Les échanges commerciaux ont baissé de 7,6% au second trimestre 2023

Au terme des échanges commerciaux du Sénégal au cours du 2ème trimestre 2023, le déficit commercial du pays a enregistré une baisse en valeur de 13,46%, selon les données de la DPEE.

Les échanges commerciaux du Sénégal avec le reste du monde ont diminué de 7,6% au cours du second trimestre 2023. C'est ce qui ressort de la note de conjoncture mensuelle de la Direction des prévisions et des études économiques (DPEE). Selon elle, les échanges commerciaux s'y sont cumulés à 4,01 milliards \$, contre 4,34 milliards \$ au trimestre précédent. Sur la période sous revue, les importations totales de biens s'élevaient à 2,72 milliards \$ contre près de 3 milliards \$ au trimestre précédent. Selon la DPEE, cette tendance est due à la baisse « des achats d'huiles brutes de pétrole (-69,4 milliards FCFA), de machines, de appareils et moteurs (-13,9 milliards FCFA), des autres produits pétroliers (-12,4 milliards FCFA) et fruits et légumes comestibles (-5,3 milliards FCFA) ». Les exportations quant à elles, ont atteint 1,32 milliards \$ contre 1,56 milliards \$ au 1er trimestre, en raison de la diminution

des expéditions de produits arachidières, pétroliers et de légumes frais, selon la DPEE, tout en précisant que « le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié de 8,3 points de pourcentage pour se situer à 52,5% » sur la période étudiée. Au niveau de l'espace UEMOA, les importations ont représenté 1,1% de la valeur totale des importations de biens. La Côte d'Ivoire demeure le premier fournisseur du Sénégal, avec une part estimée à 81,8%. « Les importations, en provenance de ce partenaire ont porté, principalement, sur les matières plastiques artificielles (18,6%), les fruits et légumes comestibles (13,4%) », a souligné la note. Les exportations sénégalaises vers l'UEMOA, elles ont totalisé 28,4% des exportations sur la période sous revue. Le Mali reste le premier client du Sénégal dans l'Union et la part des produits acheminés vers ce pays est de 64%. Les produits pétro-

liers ont constitué 41,6% des exportations vers ce partenaire, selon le rapport. Au terme de ces échanges commerciaux, le déficit commercial de ce pays ouest africain, a enregistré une baisse en valeur de 13,46%, s'établissant à 1,07 milliards \$ au second trimestre 2023 contre 1,23 milliards \$ au trimestre précédent, soit une baisse de 13,46%, selon les données de la DPEE. Notons que ces tendances interviennent dans un contexte où la région ouest-africaine est secouée par le récent coup d'Etat du Niger survenu le 16 juillet dernier et des sanctions qui s'en sont suivies. Pour 2023, le Fonds monétaire international a ramené ses prévisions de croissance économique pour le Sénégal à 4,1%, contre 5,3% précédemment, en raison « la situation sociopolitique tendue qui a pesé sur l'activité dans les secteurs du commerce et des services au 1er semestre de cette année ».

AXIAN

Vers un écosystème africain plus inclusif et innovant

L'Assemblée générale des Nations Unies se tiendra mi-septembre à New York. Cette 78ème édition se focalisera sur les Objectifs de développement durable et l'évaluation de la feuille de route de l'Agenda 2030. Membre fondateur de l'initiative Global compact dans l'océan Indien, AXIAN intègre ces principes fondamentaux dans ses stratégies, sa culture et ses opérations quotidiennes. Le groupe panafricain publie son rapport impact pour la troisième année consécutive. Il met en lumière ses projets et réalisations concrètes en faveur d'un écosystème numérique, financier et énergétique plus inclusif et innovant en Afrique. Plus qu'une philosophie, la vision Impact est une partie intégrante du business model d'AXIAN. Elle est animée par un modèle de croissance innovant et fonde sur l'inclusion, les partenariats et le partage d'expertises pour engendrer des effets positifs et garantir des opportunités à tous les africains. Depuis 2021, AXIAN publie un rapport impact annuel avec l'appui d'experts en développement durable, afin de mesurer de façon concrète et objective ses réalisations en matière d'impact déclines suivants 4 axes stratégiques prioritaires : Ta-

lents, entrepreneuriat & compétences, Population & inclusion, Investissements & innovation, et Environnement. Si la démarche de mesure d'impact a commencé à Madagascar en 2019, elle s'élargit progressivement, au gré des domaines et des pays d'intervention. Désormais, le scope inclue les impacts de Tigo Tanzanie, Free Sénégal et Togocom, depuis 2021, et de Ubuntu Ouganda, Free Money et Tigo-Zantel depuis 2022. Cet élargissement progressif du scope atteste de l'engagement continu du Groupe en faveur d'un impact positif, quel que soit le domaine d'intervention. « L'ancrage territorial de nos secteurs d'activité offre un panorama unique sur l'évolution des besoins du continent. Un constat demeure : l'Afrique est plurielle. Sa démographie croissante et ses multiples défis requièrent des réponses novatrices, audacieuses et urgentes. Nous mesurons ce titre étendue de notre responsabilité en œuvrant, au quotidien, en tant que partenaire de la transformation socio-économique des pays dans lesquels nous opérons. Ce rapport d'impact 2022 matérialise notre ambition de devenir un champion africain éthique qui s'engage pour

améliorer le quotidien de millions d'africains à travers ses activités inclusives et durables offrant des données mesurables, concrètes et vérifiables. Nous souhaitons contribuer à construire un écosystème propice à la création de valeurs partagées permettant de grandir, ensemble, pour aujourd'hui comme pour demain, pour notre continent et la planète. » Hassane HIRIDJEE, PDG du groupe AXIAN. Le rapport impact d'AXIAN fait état de plusieurs chiffres clés pour le Groupe en 2022 : AXIAN est un Groupe panafricain présent dans 10 pays et spécialisé dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : télécoms, services financiers, énergie, immobilier et open innovation. AXIAN agit en partenaire de la transformation socio-économique des pays dans lesquels il opère. Avec l'ensemble de ses 6 900 collaborateurs audacieux et passionnés, il s'assure systématiquement de l'impact durable et positif de ses activités sur le quotidien de millions d'Africains. Le Groupe AXIAN fait partie de l'initiative Global Compact des Nations Unies et s'engage à intégrer ses 10 principes au cœur de ses stratégies et activités présentes et futures.

KENYA

L'incubateur iBiz Africa favorise le développement d'un entrepreneuriat technologique novateur

L'écosystème tech du Kenya présente l'une des croissances les plus rapides observées sur le continent africain. iBiz Africa apparaît comme l'une des entités les plus actives dans les progrès enregistrés. iBiz Africa est un incubateur de start-up qui veut offrir un environnement stimulant aux jeunes qui développent des solutions dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et aux entreprises qui œuvrent pour le bien de la société. Fondé en 2011 et établi à l'université de Strathmore au Kenya, iBiz Africa est le centre d'incubation d'entreprises et d'innovation

de iLabAfrica. Il offre aux entreprises l'opportunité de développer, d'entretenir et d'échanger leurs idées novatrices. Il fournit un soutien complet aux start-up en phase de démarrage, incluant des financements d'amorçage, des conseils juridiques, une expertise financière, une formation adaptée et des ressources matérielles. iBiz Africa fournit également des installations d'incubation d'entreprises et établit des liens avec d'autres centres d'incubation dans le pays et dans le monde afin de proposer les meilleurs services aux entrepreneurs. A travers son événement Pitch Friday qui a lieu les derniers ven-

dredis de chaque mois, il permet à tous ceux qui ont une idée ou une innovation commerciale intéressante de présenter leur produit à un public de mentors, d'investisseurs et d'entrepreneurs. Récemment, informe We Are Tech Africa, l'incubateur a lancé le programme Whitebox-Strathmore Bootcamp pour aider les entrepreneurs à faire passer leur entreprise à l'échelle supérieure. Les chefs d'entreprise ont jusqu'au 7 août 2023 pour s'inscrire au programme au cours duquel ils pourront booster leurs stratégies de marketing et de vente, améliorer leurs opérations et la gestion de leurs projets et

maîtriser la gestion financière et la légalité. En plus de 10 ans d'existence et avec le soutien de plusieurs partenaires précieux comme la fondation IDEA en Norvège, CIO East Africa et Deloitte, entre autres, iBiz Africa a déjà soutenu plus de 300 entreprises. Parmi elles, on distingue Purpink, une boutique en ligne de cadeaux personnalisés, M-Ledger, une solution innovante de rapports et d'analyse pour les utilisateurs de M-Pesa, et Lynk Jobs, une place de marché et un réseau pour les travailleurs informels qualifiés et vérifiés.

CHOISEUL AFRICA 2023

Des experts échangent sur les chaînes de valeur durables de l'économie africaine

L'Institut Choiseul Africa, en partenariat avec la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, a permis aux experts et acteurs économiques de discuter de l'émergence de chaînes de valeur durables dans des secteurs clés de l'économie africaine. Jeudi 14 septembre 2023, plusieurs experts et acteurs économiques se sont réunis au siège de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) au Plateau à Abidjan, dans le cadre du Séminaire Choiseul Africa 2023 avec pour thème « Chaînes de valeur durables en Afrique ».

L'événement a été l'occasion pour les participants, dont Paul-Harry Aithnard, DG Ecobank Côte d'Ivoire et Directeur régional exécutif de l'UEMOA, d'échanger sur les bonnes pratiques de l'émergence de chaînes de valeurs durables dans des secteurs clés de l'économie africaine.

A travers plusieurs panels, les experts et professionnels ont mis en lumière les questions de soutenabilité des chaînes de valeur africaines ainsi que le financement de la transition vers des chaînes plus durables. Ils ont également mis en exergue les défis et opportunités pour les entreprises qui souhaitent mettre en place une chaîne de valeur durable en Afrique.

Selon Pascal Lorot, président de l'Institut Choiseul Africa, « il est important que l'Afrique arrive à transformer ses richesses sur une base locale car c'est cela le gage du renforcement d'un développement économique qui aura pour but la création d'emploi pour les jeunes diplômés, de la fiscalité pour les Etats et la création d'un écosystème qui va être performant, durable et porteur de développement économique ».

L'Afrique se situe au bas de la chaîne de valeur mondiale, sa part dans l'industrie manufacturière de la planète n'étant que de 1,9% environ. Entre 2011 et 2013, les produits manufacturés n'ont représenté que 18,5% de ses exportations, contre 62% des importations totales, un déséquilibre commercial qui draine les richesses du continent. Cette situation est encore pire dans les pays où une combinaison de contraintes structurelles et d'instabilité politique compromet tout effort de diversification et de transformation économique mené par le secteur privé.

ALPHA, BÊTA, THÊTA...

Ces lettres grecques si importantes en bourse

L'alphabet grec est souvent utilisé dans le vocable financier pour mesurer différents paramètres d'un actif ou d'un portefeuille. Voici un tour d'horizon assez simple des lettres les plus connues en finance.

Ce ne sont pas des lettres qui sont très fréquentes dans la presse économique et financière. Mais nombre de spécialistes en salles de marché ou d'étudiants en finance se sont déjà cassés les dents dessus: les "grecques". Plusieurs lettres de l'alphabet grec sont en effet utilisées en Bourse pour calculer certains paramètres d'un actif financier ou d'un portefeuille. Voici les principales:

> Alpha
Vous avez peut-être déjà entendu l'expression "générer de l'alpha" en Bourse. Cela veut tout simplement dire créer de la surperformance par rapport à une référence donnée. D'ailleurs le nom du célèbre service d'informations financières du Financial Times "Alphaville" est certainement lié à la signification en finance de la première lettre de l'alphabet grec (en revanche, il ne fait probablement pas référence au groupe allemand new wave des années 80 Alphaville). Ainsi "l'alpha" d'un portefeuille ou d'une action s'obtient en calculant la différence entre le rendement de ce portefeuille ou de cette action avec celui d'une référence, comme par exemple un indice connu (CAC 40, S&P 500). Prenons un exemple simpliste: la hausse de l'action Hermès est de 29,5% depuis le début de l'année contre 12% pour le CAC 40. L'alpha de l'action Hermès est donc de 17,5%. Comme l'explique IG.com, il existe des calculs plus complexes prenant en compte notamment le taux du rendement sans risque (par exemple le taux de la dette de l'Etat français ou allemand à 10 ans).

> Bêta
Le bêta d'une action ou d'un portefeuille mesure la façon dont une action ou un portefeuille évolue par rapport à une référence, là encore souvent un indice connu. On vous épargne son calcul, basé sur la covariance de l'actif et de la référence divisée par la variance de la référence. Le point important est de comprendre que plus une action possède un bêta élevé plus sa variation en Bourse a tendance à excéder celle d'un indice de référence. A contrario un bêta négatif ne signifie pas que l'action est "mauvaise" mais qu'elle a tendance à évoluer dans le sens contraire d'un indice, ce qui est par exemple le cas de valeurs défensives. Il s'agit ainsi d'une mesure de la volatilité. "Les actions d'une entreprise de service public, par exemple, auront tendance à être plus résistantes aux mouvements de marché et, de ce fait, elles auront un coefficient bêta faible. D'un autre côté, les start-ups et les sociétés technologiques hautement volatiles auront souvent un bêta bien supérieur à un", explique IG.Com.

LES AUTRES LETTRES ET LES OPTIONS
Les prochaines lettres grecques s'appliquent aux options c'est-à-dire des produits dérivés d'un actif donné. Un rappel s'impose: une option donne le droit (et non l'obligation) d'acquérir ou de vendre

un actif sous-jacent à un prix donné (le prix d'exercice) pendant une certaine période. Acheter une option revient à acquérir ce droit moyennant un prix, appelé "prime". Exemple: Acheter un call (option d'achat) sur une action A avec un prix d'exercice de 50 euros pour une prime de 1 euro consiste à payer 1 euro pour jouer une hausse de l'action. L'investisseur empochera un bénéfice si le cours de l'action dépasse 51 euros (le prix d'exercice auquel on ajoute le coût de la prime). Les bases étant posées, passons aux prochaines lettres.

>Delta
Le delta mesure la variation de la prime d'une option par rapport à celle du cours de son sous-jacent, comme une action. Pour une option d'achat, il est compris entre 0 et 1. Un delta de 1 signifie que la prime évolue exactement pareil que l'actif sous-jacent (quand le prix de l'actif sous-jacent augmente de 5%, la prime augmente de 5%). Un delta de 0,5 signifie que si l'actif progresse de 5%, la prime n'augmente que de 2,5% (5% x 0,5). Exemple: une action qui se négocie à 50 euros est assortie d'une option d'achat avec un delta de 0,30 et qui coûte 1 euro. Supposons que l'action sous-jacente monte à 55 euros (soit une progression de +10%), l'option devrait alors valoir 1,03 euro (soit 10% x 0,3 = +3%), au regard de son delta. Les deltas des options d'achat (call) sont positifs tandis que ceux des options de vente (put) sont logiquement négatifs (plus la valeur de l'action baisse, plus celle de l'option augmente, avec un delta compris entre -1 et 0).

>Gamma
On monte d'un étage dans la fusée. Le gamma mesure la sensibilité du delta de l'option par rapport au cours du sous-jacent. Le delta du delta en quelque sorte. "Pour reprendre une analogie souvent empruntée à la physique. Le delta correspond à la vitesse d'évolution du prix d'une option (dérivé première), et le gamma à son accélération (dérivé se-

conde)", explique CMC Markets.

>Thêta
L'adage veut que "le temps c'est de l'argent". C'est justement ce que permet de quantifier le thêta. Cette lettre grecque mesure la perte de valeur d'une option, au fur et à mesure que son échéance se rapproche. Le thêta est toujours négatif. "Un thêta élevé indique que l'option est proche de sa date d'expiration, plus l'option est proche de sa date d'expiration, plus sa dépréciation sera rapide", explique IG.com.

> Rhô
Cette fois le rhô mesure la sensibilité d'une option par rapport à l'évolution du taux sans risque. "Si la variation des taux d'intérêt fait augmenter le prix de l'option, alors rhô est positif. Si, au contraire, cette variation fait chuter le prix de l'option, alors rhô est négatif", souligne IG.com
Si par exemple le taux du rendement à

10 ans de l'obligation allemande augmente de 1% et que l'option possède un rhô de 3 et une prime initiale de 100 euros, alors sa prime passe à 103 euros.

> Vega
La lettre vega quantifie elle la sensibilité du prix de l'option en fonction de l'évolution de la volatilité. Il faut bien comprendre que plus la volatilité augmente, plus (normalement) les options ont de la valeur. En effet, de forts mouvements de marché augmentent le risque pour une action (ou n'importe quel autre sous-jacent) de s'écarter du prix d'exercice de l'option et donc de permettre à un investisseur de réaliser un bénéfice. Comme le souligne le Corporate finance institute, le vega est souvent exprimé en dollar par point de volatilité. Ainsi une option avec un vega de 0,1 dollar signifie que pour chaque hausse de la volatilité d'un point de pourcentage, la prime de l'option augmente de 0,1 dollar.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Septembre 2023 Valeur : 18 Septembre 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
T	USD	US DOLLAR	136.9579	136.9729
	EUR	EURO	147.0106	147.0815
	GBP	POUND STERLING	171.0477	171.1306
	JPY	JAPANESE YEN	92.9726	93.0017
	CNY	CHINESE YUAN	18.8222	18.8258
	CHF	SWISS FRANC	153.2139	153.2993
	CAD	CANADIAN DOLLAR	101.1581	101.1990
	DKK	DANISH KRONE	19.7093	19.7143
	SEK	SWEDISH KRONA	12.3160	12.3200
	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8076	12.8128
	AED	UAE DIRHAM	37.2867	37.2928
	SAR	SAUDI RIYAL	36.5124	36.5183
	KWD	KUWAITI DINAR	443.5165	443.7088
	TND	TUNISIAN DINAR	43.4153	43.8516
	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4764	13.4779
	LYD	LIBYAN DINAR	28.1534	28.2978
	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.6023	3.6027
	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.1608	181.1608

POINT MARCHÉS

Wall Street termine la semaine dans le rouge

La Bourse de New York a fini en baisse vendredi les inquiétudes concernant la faiblesse de la demande ayant pesé sur les fabricants de semiconducteurs, alors que les valeurs de croissances ont été affectées par la hausse des rendements au Trésor. L'indice Dow Jones a cédé -0,83%, ou 288,87 points, à 34 618,24 points. Le S&P-500, plus large, a perdu -54,78 points, soit 1,22%, à 4.450,32 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 217,72 points (-1,56%) à 13 708,34 points. Les fabricants de puces Applied Materials, Lam Research et KLA Corp ont tous chuté après que Reuters a rapporté que le fabricant taiwanais de semiconducteurs TSMC a demandé à ses principaux fournisseurs de retarder les livraisons d'équipements.

Nvidia, Advanced Micro Devices, Broadcom et Micron Technology ont également reculé. Les craintes concernant la demande en semiconducteurs dans le secteur automobiles ont également pesé, alors que le syndicat américain des ouvriers de l'automobile a lancé dans la nuit de jeudi à vendredi une grève simultanée dans trois usines de General Motors, Ford Motor et Stellantis. Les rendements des bons du Trésor ont légèrement augmenté avant la réunion de politique générale de la Réserve fédérale américaine (Fed) la semaine prochaine, alors que la banque centrale fait face à une économie américaine forte et à une inflation qui reste supérieure à l'objectif fixé. "Nous continuons vraiment à voir la résilience de la croissance, et je

pense que c'est difficile pour le marché simplement parce qu'il y a des inquiétudes sur ce que cela pourrait signifier pour les taux et l'inflation", a déclaré Lisa Erickson, responsable des marchés publics chez U.S. Bank Wealth Management à Minneapolis. Les traders s'attendent largement à ce que la Fed maintienne des taux lors de sa réunion du 20 septembre, selon le baromètre FedWatch. Les entreprises du secteur technologiques, comme Amazon, Microsoft et Meta Platforms, sensibles aux rendements, ont terminé en baisse. Arm Holdings est restée stable au lendemain de ses débuts boursiers sur le Nasdaq qui a vu le titre bondir de 25% par rapport au prix indicatif de son IPO.

EN SUISSE

Des milliers de personnes manifestent en faveur du pouvoir d'achat

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi en Suisse dans la capitale à l'appel des syndicats et partis de gauche, pour réclamer une hausse des salaires et des retraites, à un mois des élections parlementaires, ont rapporté les médias suisses.

Plus de 20.000 personnes se sont rendues à Berne, selon les organisateurs réunis au sein de l'alliance «Manifestation pour le pouvoir d'achat», pour défiler dans les rues du centre-ville avant de se rendre devant le Palais fédéral, siège du gouvernement et du Parlement. Les syndicats, ainsi notamment que le parti socialiste et les Verts, avaient appelé la population à manifester pour «exiger plus de salaire et de meilleures retraites». «La grande manifestation d'aujourd'hui envoie un signal clair et net: dans un pays

riche comme la Suisse, il y a assez d'argent pour que tout le monde puisse vivre bien», ont-ils indiqué dans un communiqué. Les organisateurs ont également appelé les autorités à prendre rapidement des mesures pour réduire les cotisations d'assurance maladie - appelées primes maladies - qui s'élèvent en moyenne à plusieurs centaines d'euros chaque mois et qui ont fortement augmenté ces dernières années. «Pour sauver des banques, on trouve facilement des milliards. Pendant ce temps, la population, elle, devrait se serrer la ceinture? Ça ne peut pas continuer comme ça», a

affirmé l'Union syndicale suisse (USS), qui compte 20 syndicats affiliés. Cette manifestation nationale survient à un mois des élections parlementaires du 21 octobre. Après l'immigration et le climat, le pouvoir d'achat s'est imposé dans la campagne, alors que les tarifs de l'électricité prennent aussi l'envol, avec une augmentation moyenne attendue de 18% en 2024. «Il y a cette manifestation nationale, mais au long de l'automne il y aura d'autres mobilisations», a assuré Vania Allewa, présidente du syndicat Unia et vice-présidente de l'USS, à la radio publique RTS. «C'est impor-

tant de donner un signal clair. Donner un signal clair en vue des négociations salariales de l'automne, mais aussi donner un signal clair à la politique parce que l'augmentation des primes de caisses maladies, des loyers devient vraiment lourde et il y a de plus en plus de personnes qui ne parviennent pas à boucler leur fin de mois», a-t-elle dit. Ces dernières semaines, plusieurs reportages dans les médias suisses ont fait état d'une augmentation du nombre de personnes demandant de l'aide auprès des épiceries solidaires Caritas.

CÉRÉALES UKRAINIENNES

Malgré les Le trafic reprend après un arrêt depuis juillet

Le ministre ukrainien des Infrastructures a annoncé la navigation de deux cargos vers ses ports, une première depuis juillet. Au total, 20.000 tonnes de blé devraient partir à destination de l'Afrique et de l'Asie. Mais la Russie menace d'attaquer ces navires. C'est un soulagement. L'Ukraine a annoncé samedi que deux cargos, baptisés « Resilient Africa » et « Aroyat » naviguaient actuellement en mer Noire en direction de ses ports, une première depuis la fin de l'accord céréalier avec la Russie en juillet qui permettait jusque-là d'exporter les denrées ukrainiennes malgré l'invasion russe. « Ils sont prêts à prendre la route vers le port de Tchernomorsk pour charger près de 20.000 tonnes de blé à destination de l'Afrique et de l'Asie », a confirmé le ministre ukrainien des Infrastructures, Oleksandre Koubrakov. Ce sont les premiers bateaux à naviguer en direction des ports au sud de l'Ukraine depuis mi-juillet, où la Russie avait décidé de ne pas prolonger l'accord céréalier qui permettait l'exportation des céréales malgré la guerre. Cet accord, signé en 2022 sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, a été rejeté par la Russie car aucune des demandes russes n'a été prise en compte lors des négociations selon le Kremlin.

Si ces deux cargos sont essentiels pour l'Ukraine ainsi que pour les pays du continent africains, qui dépendent de ces importations, les risques sont très importants. En effet, Moscou n'a cessé de menacer l'Ukraine si le trafic reprenait. La Russie a mené une campagne de bombardements visant les infrastructures portuaires et céréalières de l'Ukraine, un moyen, selon Kiev, d'empêcher toute tentative d'exportations. Moscou affirme de son côté toucher des cibles militaires. « En un mois, 270.000 tonnes de céréales » avaient été détruites dans des frappes russes, avait pourtant indiqué M. Koubrakov le 23 août. Selon les informations qu'il a publiées, les deux cargos « battent pavillon de Palaos et leur équipage est composé de citoyens de Turquie, d'Azerbaïdjan, d'Égypte et d'Ukraine ». Cette nouvelle intervient alors que la Commission européenne a annoncé la fin des restrictions d'importations de céréales ukrainiennes dans l'UE, sans parvenir à faire plier Varsovie et Budapest. En effet, après la levée des droits de douane de l'UE en mai 2022 en faveur de l'Ukraine, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie avaient vu affluer les céréales à prix bradé venues d'Ukraine, mais bloquées sur leur sol du fait

de problèmes logistiques. Résultat : les prix bradés des céréales avaient mis en péril leur propre agriculture. Ces pays avaient décidé, en accord avec l'Union européenne d'interdire les importations venues d'Ukraine pour protéger leur marché. Mais vendredi, l'Europe a décidé de lever l'interdiction. Une directive que ne veulent pas suivre la Pologne et la Hongrie. « La Hongrie va fermer ses frontières à 24 produits ukrainiens », donc bien davantage que les quatre actuellement concernés, afin de « protéger les intérêts de nos agriculteurs », a déclaré le ministre hongrois de l'Agriculture Istvan Nagy. En Pologne, le gouvernement de droite en fait « une question fondamentale ». « Nous défendrons sans aucun doute les intérêts des agriculteurs polonais », a déclaré le Premier ministre Mateusz Morawiecki, dont le parti Droit et Justice bénéficie d'un fort soutien dans les régions agricoles. De son côté, le dirigeant ukrainien, Volodymyr Zelensky, menace de saisir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour exiger une compensation. Soucieuse de donner des gages aux pays de l'Est, l'exécutif européen précise qu'en contrepartie de cette levée d'interdiction, Kiev s'engage à prendre des mesures pour contrôler l'afflux de céréales.

GRÈVES AUX ETATS-UNIS

Stellantis relève sa proposition de hausse des salaires

Les discussions entre constructeurs automobile et syndicats se poursuivent ce week-end pour mettre fin à cette grève inédite qui touche simultanément trois constructeurs en même temps. Stellantis a relevé sa proposition de hausse des salaires, laquelle reste deux fois plus faible que celle demandée par le syndicat UAW. Les trois plus grands constructeurs automobiles aux Etats-Unis- General Motors, Ford et Stellantis -ont repris, samedi, leurs discussions avec le syndicat UAW (United Auto Workers) pour tenter de trouver une issue à la grève qui paralyse de nombreux sites de production depuis vendredi. Le syndicat a lancé des grèves ciblées contre les trois constructeurs automobiles de Détroit tôt vendredi matin avec des arrêts de travail qui concernent des usines qui fabriquent des modèles très populaires comme la Ford Bronco, la Chevrolet Colorado ou bien la Jeep Wrangler. C'est la première fois dans l'histoire de l'automobile américaine que l'UAW frappe les trois constructeurs automobiles de Détroit en même temps. Nous avons eu des discussions raisonnablement productives avec Ford aujourd'hui », a indiqué l'UAW (United Auto Workers) à l'AFP. Et « Stellantis et l'UAW ont entamé une étape critique des négociations » a indiqué samedi le constructeur automobile, né de la fusion en 2021 entre Fiat Chrysler et Peugeot. Stellantis a d'ailleurs relevé son offre et propose désormais une hausse des salaires de « près de 21% » sur la durée de la nouvelle convention collective, soit quatre ans, contre 14,5% il y a encore une semaine. C'est encore loin cependant des 40% réclamés par l'UAW. General Motors et Ford proposent de leur côté de relever les salaires de 20% sur la période. Mais si les grèves ont commencé en même temps, le groupe franco-italien pourrait avoir plus de mal à trouver un accord que ses concurrents Ford et General Motors. Le constructeur est en effet engagé dans une rationalisation de sa production aux Etats-Unis, au nom de la transition vers l'électrique, qui pourrait se traduire par des ventes ou des fermetures de 18 sites, dont des usines et des dépôts de stockage, sur un total de 35 usines et centres de dépôts ou de distribution de pièces aux Etats-Unis. Pour autant, Stellantis a réaffirmé samedi que la transition vers l'électricité se ferait sans suppression de postes, une crainte majeure des syndicats, largement attisée d'ailleurs par des élus républicains. Ces derniers mettent le conflit social sur le dos du président américain Joe Biden et sa responsabilité supposée dans l'inflation et sa politique en faveur de la transition énergétique. Le gouvernement a proposé, en avril, de nouveaux standards d'émissions de CO2 plus contraignants, qui pourraient porter à 67% la proportion de véhicules électriques parmi les voitures non utilitaires aux Etats-Unis d'ici 2032. L'enjeu est considérable pour Joe Biden, candidat à un second mandat, qui a envoyé, vendredi, un message de soutien au syndicat UAW et a appelé les constructeurs à « aller plus loin » dans leurs propositions.

1ER ESSAI – FORD BRANCO ECOBOOST 335 CH (2023)

Un vrai cheval de bataille !

Le Bronco débarque pour la première fois sur le marché européen. Avec son look ravageur et ses formidables capacités de franchissement, c'est une belle vitrine pour Ford. Seul obstacle de taille pour le 4x4 américain : un malus de 40 000 €...

La gamme Ford "traditionnelle", telle que nous la connaissons depuis des décennies sur le Vieux Continent, appartiendra bientôt au passé.

Adieu Ka, Fiesta, Focus, Mondeo, Galaxy et S-Max! Un véritable tremblement de terre pour les concessionnaires de la marque, puisque "les futures Ford seront plus américaines, et en 2030, elles seront toutes électriques", à en croire les propos du directeur marketing de Ford Allemagne lors d'une conférence de presse fin 2022. Aux côtés des Puma et Kuga, ultimes survivants de l'ancien monde, les showrooms européens exposeront ainsi essentiellement des modèles nord-américains pure souche. Du reste, les bases sont jetées depuis quelque temps déjà. Explorer, Ranger, Mustang V8 et Mach-E : ne manquait plus que le tout aussi exotique Bronco pour boucler la boucle... Bientôt sexagénaire, ce 4x4 légendaire n'avait encore jamais traversé l'Atlantique. À sa décharge, sa carrière – commencée en 1965 – fut mise en veille durant vingt-cinq ans...

Un malus écologique salé

De retour depuis 2021, le Bronco (sixième du nom) rencontre depuis un formidable succès grâce à sa forte personnalité (son design s'apparente à celui du modèle original) et à ses excellentes capacités en tout-terrain, très appréciées au pays de l'Oncle Sam, qui regorge de grandes plaines, de déserts de sel et de sable, de forêts sauvages et de sommets enneigés.

Les rêves d'aventure des potentiels clients français risquent en revanche de s'évaporer comme le café d'un cowboy jeté sur le feu de camp. Comptez en effet 76 500 € pour la version Outer Banks, davantage taillée pour la route, et 80 500 € pour le Badlands, équipé pour le franchissement.

Des tarifs auxquels il faut encore ajouter le malus écologique, forcément salé pour un engin de 2,4 t animé par un V6 essence de 335 ch (228 g/km CO2). Ce petit extra correspond ici à 50% du prix, soit 38 250 € pour l'Outer Banks et 40 250 € pour le Badlands !

Pas évident de grimper à bord...

Je vous laisse pianoter sur votre calculette pour obtenir le montant de l'addition, qui dépasse assez largement celui du Jeep Wrangler 4xe Overland (80 700 €) ou du Land Rover 110 P400e (à partir de 83 500 €), hybrides rechargeables et par conséquent affranchis de malus. L'argent ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, fût-il sauvage, mais ne boudons pas notre plaisir de découvrir enfin chez nous le fameux baroudeur yankee. Un beau bébé de 4,84 m de long (le châssis court à 3 portes n'est pas importé en France) et 1,96 m de hauteur.

Pas évident de grimper à bord, même en s'agrippant aux poignées prévues à cet effet. Souiller son pantalon sur les bas de caisse va jusqu'à sembler inévitable, surtout après avoir crapahuté dans la gaïdoue... L'aventure, c'est l'aventure ! Celle-ci sera encore plus intense une fois

les quatre éléments en plastique du pavillon démontés, ainsi que les portes (sans montants), comme sur le Bronco des sixties. Un exercice qui réclame un bon quart d'heure, avec de l'entraînement.

Un 4x4 qui n'a rien d'un primitif

Les amateurs d'escapades au grand air peuvent aussi piocher dans la gamme des accessoires afin de s'offrir une tente à fixer à l'arrière pour les bivouacs en pleine nature, une rampe de phares additionnels pour les chasses nocturnes ou un treuil pour s'extraire d'un bourbier.

Pour autant, ce 4x4 n'a rien d'un primitif. Sa riche dotation de série a même de quoi surprendre. De la clé mains-libres au régulateur de vitesse adaptatif en passant par l'alerte de franchissement de ligne active, les détecteurs d'angles morts, la caméra 360°, la hi-fi Bang & Olufsen les sièges électriques et chauffants en cuir ou le système multimédia connecté (écran tactile de 12 pouces) : on s'imagine plus volontiers au volant d'un SUV haut de gamme. À certains plastiques près... À leur décharge, ceux-ci sont conçus pour résister à la poussière et aux projections. Il est d'ailleurs possible de laver l'intérieur à grande eau : plusieurs bouchons de vidange, au plancher, permettent l'évacuation.

LE MATCH ÉPIQUE DES SUV ÉLECTRIQUES FRANÇAIS

Renault Scénic vs Peugeot e-3008

Lancés ces dernières semaines les SUV 100% électriques des deux constructeurs français promettent de se livrer un duel épique au moment de leur lancement en 2024. En attendant, nous n'avons pas pu résister à l'idée d'un premier affrontement théorique. C'est un duel qui sent bon la naphtaline, mais qui pourrait bien donner le ton de l'année 2024 sur la marche de la voiture électrique en France. Les deux ogres nationaux, Renault et Peugeot, vont s'affronter sur la catégorie reine des véhicules électriques : les SUV compacts. Sur la gauche de notre ring, le Scénic E-Tech, déclinaison moderne du monospace iconique de la marque au Losange. À l'opposé : l'épouvantail de la catégorie, l'indétrônable 3008, dans sa version électrique. Le fleuron de Peugeot ces dernières années lui a non seulement permis de figurer au sommet du classement des véhicules les plus vendus en Europe, mais a aussi facilité la montée en gamme de la



marque. Oui mais voilà, en 2024 les règles du duel ont changé. Désormais, les deux modèles tournent à l'électricité. Ce n'est pas tout : ils s'attaquent sans doute au segment le plus dense, celui des SUV 100% électriques. Si notre duel est pour l'instant théorique, les deux modèles n'étant pas commercialisés avant début 2024, il ne fait qu'anticiper l'inévitable : un

affrontement en bonne et due forme dans les chiffres de vente et d'immatriculations. Qui a le plus de chances d'en sortir gagnant ? Le premier terrain d'affrontement, le plus évident sans doute, est celui de l'esthétique. C'est en effet l'un des premiers critères d'achat d'une voiture. Fait pour le moins original, ces deux voitures portant des bannières ô

combien différentes et opposées ont été dessinées par la même personne, un certain Gilles Vidal. Le designer qui a complètement repensé l'identité de marque de Peugeot ces dernières années a signé chez le grand rival fin 2020. Résultat : les derniers modèles qu'il a dessinés pour la marque au Lion sortent en même temps que ses premières œuvres chez Renault.

NOUVEAU RENAULT TRAFIC E-TECH (2023)

Petite autonomie pour gros prix ?

Le Renault Trafic E-Tech est la version entièrement électrique du fourgon de taille moyenne, avec une fiche technique tout juste moyenne.

Renault dévoile son nouveau Trafic électrique, qui permet désormais à toute la gamme de fourgons Renault, du Kangoo au Master, d'être désormais disponible avec une option 100% électrique. La camionnette de taille moyenne vient avec une autonomie qui, de prime abord, peut paraître juste avec moins de 300 km.

Le Trafic E-Tech est basé sur la version diesel existante du VU (Véhicule Utilitaire), et avec le train de roulement électrique situé sous le capot et le plancher de chargement. Ainsi, les dimensions et les volumes de chargement restent strictement identiques à ceux du modèle thermique. Deux longueurs de carrosserie seront proposées, ce qui signifie des longueurs de plancher de chargement allant jusqu'à 4,15 mètres (dans la version L2 avec cloison de chargement traversante). Les volumes de chargement, pour leur part, vont de 5,8 à 8,9 mètres cubes.

Les capacités de charge utile s'étendent jusqu'à 1,1 tonne et la capacité de remorquage est de 920 kg.

Avec l'arrivée du Trafic E-Tech, Renault dispose désormais de fourgons électriques dans les trois catégories, le Kangoo E-Tech dans le petit secteur et le Master E-Tech remplissant le cahier des charges des grands fourgons.

La Renault Zoe Van propose même une solution de véhicule de livraison urbaine plus compacte. Les tarifs du nouveau Renault Trafic E-Tech seront annoncés à l'approche de son lancement début 2024.

Néanmoins, le premier prix pour un Trafic, en longueur L1 et équipé du petit Blue dCi 110 est de 30 700 €. Avec l'ajout de la batterie, il est fort probable que le prix dépasse largement les 40 000 € pour cet E-Tech.

Le Renault Trafic E-Tech est propulsé par un moteur électrique délivrant 122 ch et 245 Nm sur les roues avant. Il est alimenté par une batterie de 52 kWh qui donne au Trafic E-Tech une autonomie potentielle allant jusqu'à 297 km en mode « éco ». Celle-ci bride la puissance, déjà peu élevée, pour arriver à un tel résultat.

CHATGPT

Les instructions personnalisées sont dispo, à quoi ça sert et comment les activer ?

ChatGPT se dote d'une nouvelle fonctionnalité de taille. L'IA d'OpenAI est désormais capable de retenir une poignée d'informations sur votre compte pour mieux personnaliser ses réponses. On vous explique à quoi servent ces instructions personnalisées et comment vous en servir.

Les instructions personnalisées permettent de gagner un temps considérable lorsqu'on utilise ChatGPT au quotidien. Concrètement, la fonctionnalité permet de mieux calibrer les réponses du chatbot, en amont de toutes vos discussions. OpenAI vous propose en effet de lister toutes les choses que ChatGPT doit prendre en compte lorsqu'il répond à vos questions. Pour répondre à vos requêtes, l'IA va systématiquement s'appuyer sur ces instructions. Ces préférences vont venir façonner toutes les productions de l'intelligence artificielle générative.

Par exemple, vous pouvez demander à ChatGPT de répondre en prenant en compte certains objectifs ou en s'adressant à un public en particulier. De facto, vous n'aurez plus besoin de rappeler ces éléments à ChatGPT lors de vos prochaines interactions, ce qui va mécaniquement réduire la taille des requêtes. OpenAI conseille aussi de fournir des informations sur votre profil à l'IA, comme votre profession, vos loisirs, vos centres d'intérêt ou votre lieu de résidence. Là encore, ces données vont calibrer les futures réponses du chatbot. La start-up américaine propose aussi de configurer de

quelle manière ChatGPT doit vous répondre. Vous pouvez opter pour un ton formel ou décontracté par exemple. OpenAI conseille aussi de choisir la longueur des réponses, en fonction de vos besoins. De même, ChatGPT peut s'adresser à vous en vous appelant comme vous le souhaitez. Enfin, la société précise que l'IA peut afficher des opinions sur certains sujets, ou rester le plus neutre possible. Pour des instructions les plus efficaces que possible, on vous recommande de décrire ce que vous attendez de ChatGPT. Si vous utilisez surtout l'IA comme d'un moteur de recherche généra-

liste, pour chercher des recettes, dénicher des idées de voyage ou comme un traducteur, faites-lui savoir. Le chatbot peut s'adapter en prenant en compte vos préférences (alimentaires notamment). Vous utilisez ChatGPT pour le travail ? Décrivez concrètement ce que vous faites de vos journées. Si vous êtes un développeur par exemple, expliquez-lui quels sont vos langages de programmation favoris. C'est aussi l'occasion de configurer le format des réponses. Vous pourriez préférer que ChatGPT vous réponde sous la forme d'une liste à puces, d'un texte complet et structuré, ou même

NOUVELLES APPLE WATCH

Des batteries (presque) identiques, une autonomie (presque) similaire

Avec leur design similaire aux précédentes générations et des fonctionnalités sensiblement identiques, les nouvelles Apple Watch Series 9 et Ultra 2 n'allaient pas changer fondamentalement les choses au niveau de l'autonomie. L'autonomie de l'Apple Watch est une des préoccupations majeures des utilisateurs, et pour cause, personne n'aime se séparer de sa montre pendant une heure ou deux le temps d'en recharger la batterie. Depuis plusieurs années maintenant, l'Apple Watch affiche une autonomie allant jusqu'à 18 heures, suivant l'utilisation qu'on en fait.

Pas de changement pour l'autonomie et les batteries

Avec l'Apple Watch Ultra, le constructeur a multiplié l'autonomie par deux, soit 36 heures, en casant une batterie plus imposante dans le gros boîtier du modèle. Bien sûr, on en voudrait toujours plus, que ce soit pour les modèles Series ou Ultra ! Mais à un moment donné, les lois de la physique font qu'il est impossible d'augmenter les capacités des batteries dans de si petits châssis, à moins d'optimiser le logiciel aux petits oignons.

Le cru 2023 des montres dévoilé en début de semaine ne révolutionne pas la famille d'Apple Watch. Le design ne change pas et les composants sont largement similaires eux aussi, à l'exception du sys-

tem-in-package — le S9 — promis comme plus puissant, et des écrans plus lumineux. Quant à l'autonomie, elle s'affiche elle aussi aux mêmes niveaux : 18 heures pour la Series 9, 36 heures pour l'Ultra.

Dans ces conditions, il paraissait assez évident que les capacités des batteries seraient très proches d'une génération à l'autre. C'est bel et bien le cas, d'après la base de données du régulateur chinois consultée par MacRumors.

Seule la batterie de l'Apple Watch Ultra 2 montre une différence de 22 mAh, soit 4 % de plus que sur la précédente génération. Pour autant, l'autonomie reste la même sans doute la conséquence combinée de la luminosité de pointe de 3 000 nits (contre 2 000 nits sur l'Ultra) et de la taille de l'écran plus grand que sur les Series.

L'Ultra 2 tient mieux la route que l'Ultra 1 ?

En plus de ces 4 petits pourcents, l'Apple Watch Ultra 2 a un autre atout dans sa manche : Apple promet en effet jusqu'à 72 heures d'autonomie avec le mode d'économie d'énergie — c'était 60 heures sur la première génération. Ce gain de 12 heures est significatif, mais attention : la méthodologie de mesure n'est pas non plus la même !

META

Les portes du métavers s'ouvrent sur Android et le web

Le smartphone sauvera-t-il le métavers ? C'est peut-être l'espoir de Meta qui a commencé le déploiement d'Horizon Worlds sur les mobiles et sur le web ! Alors évidemment, explorer Horizon Worlds — la principale incarnation du métavers de Meta — sur un écran de smartphone ou dans le navigateur web d'un ordinateur est une expérience qui n'a pas grand chose à voir avec celle d'un casque de réalité virtuelle sur le nez. L'immersion n'est pas la même en 2D ! Néanmoins, pour Meta c'est une manière d'ouvrir son univers virtuel à des millions de nouveaux utilisateurs. Et de l'aveu même de l'entreprise, ça devient urgent. Le métavers doit être « disponible pour tout le monde », explique Meta, peu importe l'appareil dont on sert pour y

accéder. Promise de longue date, cette compatibilité d'Horizon Worlds avec les plateformes mobiles et le web est en cours de déploiement, avec pour commencer la disponibilité du jeu de tir Super Rumble via l'app Meta Quest sur Android et sur le web (à cette adresse). Le support d'iOS est prévu dans les prochaines semaines. Attention, il s'agit encore d'un accès anticipé, il faut s'inscrire à une liste d'attente.

D'autres « mondes » seront proposés dans les mois à venir, Meta prévoit ainsi la possibilité d'assister à des stand-ups, des concerts et autres événements avec ses amis. À l'occasion de cette optimisation mobile et web, la société a remanié quelques fonctions (sourdine, pause) pour qu'elles soient plus faciles d'accès sur ce type d'écran.



Et les fonctions de sécurité sont les mêmes d'une plateforme à une autre.

FACE AUX MENACES DE RAPPEL

Apple va effectuer une mise à jour de l'iPhone 12

En début de semaine, l'Agence nationale des fréquences (ANFR) avait indiqué que l'iPhone 12, commercialisé depuis 2020, dépassait les valeurs limites sur les ondes électromagnétiques émises et absorbées par le corps humain. A ce titre, le modèle d'Apple ne pouvait donc plus être commercialisé en France. Le ministre délégué au Numérique avait même menacé le géant de la tech d'un rappel des smartphones s'il ne se conformait pas aux règles européennes.

L'affaire semble rentrer dans l'ordre. En début de semaine, l'Agence nationale des fréquences (ANFR) avait décrété que l'iPhone 12, commercialisé par Apple depuis 2020, ne pourrait plus être commercialisé en France. En cause, un dépassement des valeurs limites sur les ondes électromagnétiques émises et absorbées par le corps humain. Concrètement, le téléphone en question dépasse de 1,74 watt par kilogramme (w/kg) la valeur limite réglementaire correspondant à l'énergie pouvant être absorbée par le corps humain lorsqu'il est tenu à la main (appelée DAS membres). L'autorité française réclamait donc à Apple de « mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour remédier rapidement à ce dysfonctionnement » sur les exemplaires déjà vendus, sous peine de procéder à un rappel, précisait-elle dans un communiqué. Dans de nombreux cas similaires, les constructeurs mettent à jour leur appareil avant d'en arriver au retrait. Ce qui n'a pas été le cas d'Apple, confronté pour la première fois à cette procédure.

Une mise à jour de l'iPhone 12 Pour éviter un tel scénario, la marque à la pomme, qui avait deux semaines pour proposer des mesures correctives, a finalement décidé d'appliquer une mise à jour de l'iPhone 12 en France, afin de se conformer aux normes européennes sur le niveau d'émission d'ondes, comme l'a appris l'AFP ce vendredi 15 septembre auprès du géant californien et du ministre français délégué au Numérique.

Ce dernier avait assuré quelques jours plus tôt, dans un entretien au Parisien, avoir « confiance dans le sens des responsabilités de l'entreprise pour se conformer à nos règles ». Mais, « ma mission est de les faire respecter. Si elle ne le faisait pas, je suis prêt à ordonner le rappel des iPhone 12 en circulation », avait-il néanmoins ajouté.

Mots fléchés

Comédie au théâtre			Dramaturge et homme de théâtre	Unité de mesure	Genre de Clochette Fibre animale ou végétale			Pique le cuir	Donne Vieux sport de combat		Ville de tripes		Pièce de théâtre		Pièce de théâtre
Comédie au théâtre											Négation		Aluminium		
													Chef-lieu		
Homme de main							Séance								
Proche du raton							Classique au théâtre								
						Sait recevoir					Réfutas				
						Devant le toubib					Trou de boulin				
Sigle européen			Plus rien										Veille dans le bois		
Son cap est connu			Fin de verbe										Charpentées		
					Lettres au marquis			Poisson rouge			Ville et boisson				
					Excrément						Une île				
Pays d'Europe						Mesure				Familier pour manger					
Mont grec						Tragédie de théâtre				Rassasié					
			Tragédie au théâtre										Avec des entailles	Un bon tour	
			Chandelier											Indéfini	
Complet			Amphibien souterrain								Poisson de mer				
							Négation	Dégage un passage			Refuse				
											Homme de théâtre				
Prévue			Pâtes de chocolat										Chrome		
													Fait l'article		
										Période			Monnaie		
Fleuve africain			Vieil indien				La carmarde						Au tennis		
			Gros dormeur				Beaucoup						Commune allemande		
						Fait les deux				Métro parisien				Foutu	
			Dispositif de réglage			Flatulence				Nanoseconde				Compagnie	
Caracolote					Petite monnaie							Tablette tactile			
					Gravés										
Évêchés											Poisson des rues				
Ronge le bois											Il dépanne				
								Donc !	Vieux soda			Monnaies			
												Vent du désert			
Défilent dans la journée			Préposition			Taros							Aride		
			Un os			Un nombre							Sur le tambour		
							Comédie de théâtre								Île du Danemark
							Pronom								
Pièce de théâtre 1957	Pièce de théâtre 1950										Vase pour boire				
	Un arbre										Infinitif				
													Poussé d'un coup		
Pièce de théâtre 1808							Ma petite entreprise						Chevalier de comédie		

L’UE appelle l’Iran à revenir sur l’exclusion des inspecteurs de l’AIEA

L'Union européenne a appelé dimanche l'Iran à revenir sur sa décision de supprimer l'accreditation de plusieurs inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargés de contrôler son programme nucléaire. «L'UE demande instamment à l'Iran de revoir sa décision sans délai», a affirmé un porte-parole des Vingt-Sept. Bruxelles, qui joue le rôle de coordinateur dans le cadre de l'accord de 2015 conclu avec l'Iran sur le nucléaire, connu sous l'acronyme JCPOA, est «très inquiète», a-t-il ajouté. «L'impact direct et sévère de cette décision sur la capacité de l'agence à conduire ses activités de vérification, ce qui inclut le suivi» du JCPOA, «est particulièrement inquiétant», a-t-il affirmé.

CONSEIL DE LA NATION

Goudjil reçoit le président du Conseil de la Choura du Sultanat d’Oman

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a reçu dimanche à Alger, le président du Conseil de la Choura du Sultanat d'Oman, Cheikh Khalid Ben Hilal Bin Nasser Al-Maouli et la délégation qui l'accompagne. Dans une déclaration à la presse au terme de la rencontre, le président du Conseil de la Choura du Sultanat d'Oman a affirmé que "les politiques de l'Algérie et du Sultanat d'Oman sont proches et que leurs principes reposent sur la non-ingérence dans les affaires internes des Etats et le rejet de l'ingérence étrangère dans leurs affaires internes". A cette occasion, il a salué la coopération et la coordination qui existent entre les deux pays au niveau parlementaire, outre leurs positions communes sur de nombreuses questions arabes et islamiques. Après avoir salué l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui lui ont été réservés, Cheikh Khalid Ben Hilal Bin Nasser Al-Maouli a exprimé sa joie de rencontrer le Moudjahid Salah Goudjil, qui fut, a-t-il dit, parmi ceux qui ont milité pour l'indépendance de l'Algérie, souhaitant à l'Algérie "un avenir brillant". A noter que le président du Conseil de la Choura du Sultanat d'Oman est arrivé à Alger jeudi dernier pour une visite de 6 jours.

INONDATIONS EN LIBYE

Les secouristes algériens décrivent un terrain très difficile

Les interventions pour la recherche de survivants en Libye se poursuivent et s'avèrent, «extrêmement difficiles», selon le Colonel Farouk Achour, chef de mission de la Protection civile dépêchée sur place. Depuis leur arrivée, les éléments de la Protection civile ont pu extraire plus de 30 corps, «non sans difficulté pour accéder aux sites dévastés», suite à la tempête Daniel du 10 septembre, témoigne le Colonel Achour, contacté par la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. En plus des équipes de recherches, «l'équipe médicale continue de prodiguer les soins aux blessés», rapporte encore le Colonel Achour.

RENTRÉE SCOLAIRE

Campagnes de solidarité au profit des familles démunies

Des associations et des organisations ont lancé des campagnes de solidarité, à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024, au profit des familles démunies qui bénéficieront des fournitures scolaires nécessaires. Dans ce cadre, le Commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), M. Abderrahmane Hamzaoui a affirmé à l'APS que son organisation "accompagne les familles démunies, à l'occasion de la rentrée scolaire", précisant que les moudjahidates de wilaya et les groupes des SMA, à travers les communes et les quartiers, ont collecté les aides des bienfaiteurs, en vue de les distribuer aux familles démunies, soit 1.000 bénéficiaires par wilaya et 80.000 cartables au total au niveau national. Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a collecté 32.000 cartables scolaires comportant toutes les fournitures scolaires, conformément aux programmes du ministère de l'Education nationale, et ce pour les deux cycles primaire et moyen. La présidente de cette organisation, Ibtissem Hamlaoui a indiqué que les commissions de wilaya (58 commissions) relevant du CRA, comptent collecter

entre 500 et 1.000 cartables scolaires dans chaque wilaya, grâce aux dons des bienfaiteurs, portant ainsi la contribution du CRA à 60.000 cartables scolaires". Concernant les tabliers, Mme Hamlaoui a indiqué que le CRA a signé un accord avec la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion pour la confection par les détenus de 15.000 tabliers, les articles de mercerie ayant été fournis par son organisation. La distribution de cartables aux familles nécessiteuses est menée en coordination avec les autorités locales, a-t-elle expliqué, précisant que plusieurs wilayas seront concernées par la distribution de denrées alimentaires, notamment au profit des nomades du sud, à l'instar de la caravane qui s'est rendue, le 3 septembre, à Illizi, chargée de vêtements, de cartables et de produits alimentaires. De son côté, le président de l'Association nationale Kafil El-Yatim, M. Ali Chaouati, a assuré qu'environ 60.000 orphelins scolarisés, tous cycles confondus, bénéficieront de cartables, de fournitures scolaires et de tabliers au titre de la rentrée des classes 2023/2024, faisant savoir

que l'Association offre également des vêtements à nombre de familles de veuves et d'orphelins. Au sujet du transport scolaire, il a indiqué que l'association octroie une allocation spéciale aux élèves nécessiteux qui habitent dans les zones reculées pour leur permettre de bénéficier de ce service. Pour sa part, le président de l'Association nationale de bienfaisance "Sabil al-Khayrat", M. Chihab Noureddine, a fait savoir que son association avait pris en charge, jusque là, 270 orphelins, auxquels des cartables, des fournitures scolaires, des livres et des tabliers ont été offerts, en sus d'une somme d'argent d'un montant de 8000 à 10.000 Da. A l'échelle locale, le président de l'Association An-Nadjah de la wilaya d'Alger, M. Mohamed Hassan, a affirmé que son association avait pris en charge à ce jour 300 familles nécessiteuses. Outre les fournitures scolaires, ces familles ont bénéficié de denrées alimentaires et d'une aide financière allant de 5000 à 15.000 Da, selon le nombre des membres de la famille, a-t-il précisé.

RUSSIE

La Banque centrale remonte son taux directeur à 13%

La Banque centrale de Russie a remonté son taux directeur de 12 à 13% «à titre préventif» pour contenir l'inflation du pays qui atteint aujourd'hui 5,5%. «Ce 15 septembre, le conseil des directeurs de la Banque

de Russie a pris la décision de remonter son taux directeur de 100 points de base à 13% par an», a annoncé ce 15 septembre l'institution dans un communiqué. C'est la valeur maximale de l'indicateur depuis le printemps 2022.

A la Bourse de Moscou, il fallait déboursier 96,81 roubles pour obtenir un dollar et 102,93 roubles pour un euro ce 15 septembre à 19h21 heure locale, après que les seuils de 100 et 110 roubles ont été dépassés le 14 août.

LAMPEDUSA (ITALIE)

La présidente de l’UE promet un plan d’action pour les migrants

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue dimanche sur l'île italienne de Lampedusa, qui est confrontée à un afflux massif de migrants, et a promis un plan d'action européen en dix points pour aider l'Italie à faire face à la situation. Près de 126 000 migrants sont arrivés en Italie depuis le début de l'année, soit près du double du chiffre enregistré à la même date en 2022. La petite île de Lampedusa a récemment connu une forte augmentation du nombre de personnes arrivant par bateau, avec plus de 7 000 personnes débarquées cette semaine, soit plus que la population permanente de l'île. Mme Von der Leyen était accompagnée du Premier ministre italien,

Mme Giorgia Meloni, et la voiture qui les conduisait au centre d'accueil des migrants de Lampedusa a été brièvement bloquée par des habitants qui protestaient contre le fardeau qui pèse sur l'île. "Nous y travaillons... nous faisons de notre mieux", a déclaré Mme Meloni aux manifestants. Après la visite du centre, Mme von der Leyen, qui devrait se présenter pour un second mandat à l'expiration de celui-ci l'année prochaine, a présenté un "plan d'action" en dix points visant à alléger la pression sur l'Italie, où la plupart des migrants arrivent par bateau depuis les côtes d'Afrique du Nord. "L'immigration clandestine est un défi européen qui nécessite une réponse européenne. Nous sommes

tous concernés", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Meloni. "Vous pouvez compter sur l'UE", a-t-elle ajouté en italien. Le plan prévoit le recours à l'agence européenne des frontières extérieures, Frontex, pour identifier les migrants arrivant en Italie et rapatrier ceux qui ne remplissent pas les conditions requises pour obtenir l'asile. Frontex renforcera également la surveillance maritime et aérienne des bateaux de migrants et contribuera à la répression des passeurs, a déclaré Mme von der Leyen, ajoutant qu'elle avait déjà parlé de ce plan à plusieurs dirigeants européens et qu'elle était convaincue de leur soutien.

